

ARAB TUNISIAN LEASE



Société Anonyme au capital de 25 000 000 dinars
divisé en 25 000 000 actions de nominal 1 dinar

Siège social : Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène
Registre du Commerce : B157711996
Tél : 70 135 000 – Fax : 71 767 300

L'ATL a été notée BBB (tun) à long terme et F3 (tun) à court terme par l'agence de notation Fitch Ratings et confirmée le 8 Novembre 2013 avec une mise sous surveillance négative des notes

Actualisation du Document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le n° 13-006

La présente actualisation a été enregistrée par le CMF le 31 Janvier 2014 sous le n° 13-006/A001 donnée en application de l'article 14 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne. Elle complète le document de référence enregistré le 23/08/2013 sous le n° 13-006. Cette actualisation du document de référence a été établie par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information

M. Kamel HABIBI, Directeur Contrôle de Gestion et Surveillance des risques
ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082– Mahragène
Tél : 70 135 005 – Fax: 71 767 300

Intermédiaire en bourse chargé de l'actualisation du document de référence



BNA Capitaux
Complexe Le Banquier Avenue Tahar HADDAD 1053 Les Berges du lac
Tél : (+216) 71 139 500 Fax : (+216) 71 656 299

Le Document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF en date du 23/08/2013 sous le n° 13-006 ainsi que la présente actualisation sont mis à la disposition du public sans frais auprès de l'ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082– Mahragène; de la BNA Capitaux - Intermédiaire en bourse – Complexe « le Banquier », Avenue Tahar HADDAD – les Berges du Lac – 1053– Tunis et sur les sites Internet du CMF www.cmf.org.tn et de l'ATL : www.atl.com.tn.
Ils ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par le CMF.

Janvier 2014

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE | 3 |
| CHAPITRE 1 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES | 5 |
| 1.1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE | 5 |
| 1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE | 5 |
| 1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES : | 5 |
| 1.4. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 6 |
| 1.5. ATTESTATION DE L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE CHARGE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE..... | 7 |
| 1.6. RESPONSABLE DE L'INFORMATION | 7 |
| CHAPITRE 2 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL..... | 8 |
| 2.1. CLAUSES STATUTAIRES PARTICULIERES | 8 |
| 2.2. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 30/11/2013 | 10 |
| 2.2.1. Structure du capital au 30/11/2013 | 10 |
| 2.2.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 30/11/2013 | 11 |
| 2.2.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 30/11/2013 | 11 |
| 2.2.4. Nombre d'actionnaires au 30/11/2013 | 11 |
| 2.3. MARCHÉ DES TITRES | 11 |
| 2.4. NOTATION DE LA SOCIETE ATL | 12 |
| CHAPITRE 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'ATL..... | 17 |
| 3.1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU 30/06/2013 | 17 |
| 3.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU 31/12/2013 | 21 |
| 3.3. ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE | 25 |
| CHAPITRE 4 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTAT | 28 |
| 4.1. PATRIMOINE DE LA SOCIETE AU 30 JUIN 2013..... | 28 |
| 4.1.1. Etat des immobilisations propres corporelles et incorporelles au 30/06/2013..... | 28 |
| 4.1.2. Immobilisations financières | 29 |
| 4.1.3. Créances sur la clientèle, opérations de leasing | 30 |
| 4.2. ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2013 | 32 |
| 4.2.1. Bilan intermédiaire au 30/06/2013 | 32 |
| 4.2.2. Etat de résultat intermédiaire au 30/06/2013 | 33 |
| 4.2.3. Tableau des engagements hors bilan au 30/06/2013 | 34 |
| 4.2.4. Etat de flux de trésorerie intermédiaire au 30/06/2013 | 35 |
| 4.2.5. Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2013..... | 36 |
| 4.2.6. Avis des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire arrêtée au 30 juin 2013..... | 69 |
| 4.3. ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 30/06/2013..... | 71 |
| 4.4. ENCOURS DES EMPRUNTS EMIS PAR L'ATL | 72 |
| 4.5. STRUCTURE DES SOUSCRIPTEURS PAR CATEGORIE A L'EMPRUNT OBLIGATAIRE « ATL 2013/2 » | 73 |
| 4.6. SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 30 JUIN 2013 | 73 |
| 4.7. TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013..... | 74 |
| 4.8. ÉVOLUTION DES PRODUITS NETS ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION AU 30 JUIN 2013 | 75 |
| 4.9. ÉVOLUTION DU BENEFICE NET AU 30 JUIN 2013 | 75 |
| 4.10. ÉVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AU 30 JUIN 2013 | 75 |
| 4.11. INDICATEURS DE GESTION ET RATIOS AU 30 JUIN 2013..... | 76 |
| 4.12. COMPORTEMENT BOURSIER DE L'ACTION ATL..... | 77 |
| CHAPITRE 5 : ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES | 78 |
| CHAPITRE 6 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR..... | 79 |

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE

En date du 23/08/2013, Arab Tunisian Lease a enregistré auprès du CMF son document de référence « ATL 2013 » sous le n°13-006 et a obtenu le même jour le visa du CMF n°13-0834 sur la note d'opération relative à l'émission de l'emprunt obligataire « ATL 2013-2 » pour un montant de 30MD susceptible d'être porté à 50MD.

Depuis cette date, la société dispose des informations suivantes :

→ *Indicateurs financiers au 30/06/2013 :*

- Le montant des approbations au 30/06/2013 s'est élevé à 120,6MD contre 130,8MD au 30/06/2012, soit une régression de 7,8%.
- Les mises en force se sont élevées à 108,3MD au 30/06/2013 contre 107,3MD au 30/06/2012, soit une hausse de 0,9%.
- L'encours financier est passé de 348,6MD au 30/06/2012 à 379,3MD au 30/06/2013, soit une augmentation de 8,8%.
- Le total des engagements s'est élevé à 398,6MD au 30/06/2013, soit une hausse de 23,9% par rapport au 30/06/2012.
- Le ratio des créances classées a atteint 9,0% au 30/06/2013 contre 9,3% au 30/06/2012.
- Le ratio de couverture de créances classées est passé de 64,4% au 30/06/2012 à 68,4% au 30/06/2013 enregistrant ainsi une amélioration de 4 points.
- Le produit net de leasing a affiché une hausse de 2,6% passant de 8,9MD au 30/06/2012 à 9,1MD au 30/06/2013.
- Au 30/06/2013, l'ATL a dégagé un bénéfice net de 2,8MD contre 2,6MD à la même période en 2012 en hausse de 7,3%.

→ *Indicateurs financiers au 31/12/2013 :*

- Le montant des approbations au 31/12/2013 s'est élevé à 213,4MD contre 227,6MD au 31/12/2012, soit une régression de 6,2%.
- Les mises en force se sont élevées à 190,3MD au 31/12/2013 contre 207MD au 31/12/2012, soit une baisse de 8,1%.
- L'encours financier s'est élevé à 365MD au 31/12/2013 contre 360,8MD au 31/12/2012, soit une hausse de 1,2%.

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé en date du 8 Novembre 2013 les notes attribuées à la société Arab Tunisian Lease, ATL, soient :

- Note nationale long terme : BBB (tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale court terme : F3 (tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale de dette senior : BBB(tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale de dette subordonnée : BB(tun) ; Maintenu sous surveillance négative

La surveillance négative dont font l'objet les notes de l'ATL est faite suite à la mise sous surveillance négative des notes d'Arab Bank Plc.

Les notes nationales d'ATL reflètent la probabilité limitée du soutien qu'elle est susceptible de recevoir de la part de son actionnaire en dernier ressort, Arab Bank Plc, en cas de besoin, à travers la filiale tunisienne de ce dernier, ATB. Fitch se prononcera sur l'issue de la surveillance négative sur les notes d'ATL lorsque l'issue de la surveillance négative d'Arab Bank Plc aura été décidée.

Les notes nationales d'ATL sont sensibles à un abaissement important des notes d'Arab Bank Plc. Un abaissement de la note nationale à long terme d'ATL de plus d'un cran est possible.

La dette subordonnée d'ATL est notée trois crans en dessous de la note nationale à long terme d'ATL en raison des faibles perspectives de recouvrement en cas de défaut. En conséquence, la note de dette subordonnée d'ATL est sensible à une dégradation de la note nationale à long terme d'ATL. Un abaissement de la note de dette subordonnée d'ATL de plus d'un cran est possible.

L'Arab Tunisian Lease atteste qu'aucun élément nouveau autre que ceux précisés dans la présente mise à jour du document de référence n'est intervenu depuis la date d'enregistrement du document de référence « ATL 2013 ».

Chapitre 1 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. Responsable de l'actualisation du document de référence

Arab Tunisian Lease
Le Président Directeur Général
M. Slimene BETTAIEB

1.2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

« A notre connaissance, les données de la présente actualisation du document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le n° 13-006 sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

Arab Tunisian Lease
Le Président Directeur Général
M. Slimene BETTAIEB



1.3. Responsables du contrôle des comptes :

Etats financiers intermédiaires au 30/06/2013:

- La Générale d'Audit et Conseil : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et membre de CPÂ international, représentée par Monsieur Chiheb GHANMI- Adresse : 9, Place Ibn Hafs Mutuelleville - Tunis ;
- Financial Auditing & Consulting : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par Monsieur Mohamed Neji HERGLI - Adresse : 29 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah V - 2087 Ariana.

Avis des co-commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013

Les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013 ont fait l'objet d'un examen limité effectué par La Générale d'Audit & Conseil représentée par M. Chiheb GHANMI et par Financial Auditing & Consulting représentée par M. Mohamed Neji HERGLI qui ont émis l'avis suivant :

«

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL), comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan au 30 juin 2013, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendons compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL) arrêtés au 30 juin 2013, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

1.4. Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans la présente actualisation du document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le n°13-006, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

Les Co-Commissaires aux Comptes

La Générale d'Audit & Conseil
M. Chiheb GHNAMI



Financial Auditing & Consulting
M. Mohamed Neji HERGLI



1.5. Attestation de l'intermédiaire en bourse chargé de l'actualisation du document de référence

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité de l'actualisation du document de référence. »

BNA CAPITAUX
Le Directeur Général
M. Kamel GUESMI



1.6. Responsable de l'information

M. Kamel HABIBI
Directeur Contrôle de Gestion et Surveillance des Risques
Tél : 71 135 005 – Fax : 71 767 300



31 JAN. 2014

Chapitre 2 : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

2.1. Clauses statutaires particulières

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 29/08/2013 a mis à jour l'Alinéa 2 Paragraphe 4 de l'article 26 des statuts conformément aux dispositions des articles 199 et 277 du Code des Sociétés Commerciales.

Dispositions communes aux Assemblées Générales (article 26 des statuts) :

1. Assemblées constitutives, Ordinaires et Extraordinaires

Les Assemblées générales sont constitutives, Ordinaires et Extraordinaires. Elles sont convoquées pour délibérer conformément aux dispositions légales et statutaires.

Les délibérations régulièrement prises, obligent tous les actionnaires, même les absents ou incapables.

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Elle peut avoir les pouvoirs tout à la fois d'une Assemblée Ordinaire et d'une Assemblée Extraordinaire, si elle réunit les conditions nécessaires.

Les Assemblées Générales appelées à délibérer sur la vérification des apports, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par le ou par les fondateurs, sur les avantages particuliers, sont qualifiées d'Assemblées Générales constitutives.

Les délibérations de l'Assemblée, régulièrement prises, obligent tous les actionnaires, même les absents ou incapables.

2. Convocation des Assemblées

L'Assemblée Générale Ordinaire, doit se réunir, sous convocation du conseil d'administration, au moins une fois par année et dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable, et ce pour clôturer les actes de gestion de la société, approuver les comptes de l'exercice écoulé, et prendre les décisions relatives aux résultats à la lumière des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

L'Assemblée Générale est convoquée, en cas de nécessité, par :

- 1) Le ou les commissaires aux comptes.
- 2) Un mandataire nommé par le Tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins Trois pour Cent (3%) du capital social
- 3) Le liquidateur.
- 4) les actionnaires détenant la majorité du capital social ou des droits de vote, après offre publique de vente ou d'échange ou après cession d'un bloc de contrôle.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre lieu du territoire Tunisien indiqué par l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe.

Les convocations doivent être faites dans un délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Les Assemblées peuvent même être réunies verbalement sans délai, si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

3. Le droit de siéger à une Assemblée Générale

Les titulaires de dix (10) actions libérées des versements exigibles, peuvent seuls assister à l'Assemblée Générale sur justification de leur identité. Ils peuvent aussi s'y faire représenter par mandat spécial.

Les actionnaires, ne disposant pas de ce nombre d'actions, peuvent se réunir pour atteindre le minimum prévu à l'alinéa ci-dessus et se faire représenter par l'un d'eux.

Toutefois, les sociétés actionnaires sont valablement représentées, soit par un de leurs gérants ou par un membre de leur Conseil d'Administration, soit par un mandataire muni d'un pouvoir spécial.

La qualité d'actionnaire n'est pas requise pour le gérant, le membre du Conseil ou le mandataire comme personnes physiques.

Le nu-proprétaire est valablement représenté par l'usufruitier et le droit de vote appartient à ce dernier pour toutes les Assemblées Ordinaires et Extraordinaires, sauf, convention contraire.

La forme des pouvoirs, les lieux et délais de leur production est déterminée par le Conseil d'Administration.

4. Règlements des Assemblées Générales

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou en son absence, par un administrateur délégué spécialement à cet effet, par le Conseil d'Administration et à défaut à l'actionnaire choisi par les actionnaires présents.

Au cas où l'Assemblée est convoquée à la diligence d'une personne étrangère au Conseil d'Administration (commissaire aux comptes, mandataire ou liquidateur), c'est cette personne qui la préside.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires qui représentent tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre d'actions, et sur leur refus, par ceux qui viennent après eux jusqu'à acceptation.

Le bureau désigne le Secrétaire qui peut être choisi en dehors de l'Assemblée.

Il est tenu une feuille de présence laquelle contient les noms et domiciles des actionnaires, présents ou représentés, et indique le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est émargée par les actionnaires présents ou leurs mandataires, et certifiée par le bureau; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Le bureau de l'assemblée est composé ainsi, du président, d'un secrétaire, et des deux scrutateurs.

5. Ordre du jour de l'Assemblée

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration si la convocation est faite par lui ou par la personne qui a fait la convocation de l'Assemblée.

Il n'est porté à l'ordre du jour que les propositions émanant du Conseil d'Administration, ou qui ont été communiquées au Conseil d'Administration quinze jours au moins avant la convocation, au moyen de demandes revêtues de la signature des actionnaires représentant au moins cinq pour cent du capital social.

Aucune proposition ne peut être soumise à l'Assemblée si elle ne figure pas à son ordre du jour.

6. Droit au vote de l'Assemblée Générale

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

Le vote a lieu à main levée ou par tout autre moyen public décidé par l'Assemblée Générale. Si l'un des actionnaires exige le scrutin secret, celui-ci devient obligatoire. Le scrutin secret est également obligatoire pour toutes les questions d'ordre personnelles, comme la révocation des Administrateurs ou la mise en cause de leur responsabilité.

Aucun actionnaire ne peut voter, à titre personnel ou par procuration, lorsqu'il s'agit d'une décision lui attribuant un avantage personnel ou de statuer sur un différend entre lui et la société.

Tout actionnaire peut voter par correspondance.

En cas de vote par correspondance, la société doit mettre à la disposition des actionnaires un formulaire spécial à cet effet. Le vote émis de cette manière n'est valable que si la signature apposée sur le formulaire est légalisée.

Le vote par correspondance doit être adressée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il n'est tenu compte que des votes reçus par la société avant l'expiration du jour précédant la réunion de l'assemblée générale.

7. Procès-verbal de l'Assemblée Générale

Les délibérations de l'Assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits ou annexés sur un registre spécial, et signés par les membres composant le bureau, le refus de l'un d'eux doit être mentionné.

Le procès-verbal des délibérations des Assemblées doit contenir les énonciations suivantes :

- La date et le lieu de sa tenue.
- Le mode de convocation.
- L'ordre du jour.
- La composition du bureau.
- Le nombre d'actions participant au vote et le quorum atteint.
- Les documents et les rapports soumis à l'Assemblée Générale.
- Un résumé des débats, le texte des résolutions soumises au vote et son résultat.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés, soit par le Président du Conseil, soit par l'Administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président, soit par deux Administrateurs quelconques.

Après dissolution de la société, et pendant la liquidation, ces copies ou ces extraits sont signés par un liquidateur ou, le cas échéant, par le liquidateur unique.

2.2. Répartition du capital et des droits de vote au 30/11/2013

2.2.1. Structure du capital au 30/11/2013

| Actionnaires | Nombre d'actionnaires | Nombre d'actions et de droits de vote | Montant en DT | % du capital et des droits de vote |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------------------|-------------------|------------------------------------|
| Actionnaires tunisiens | 1 682 | 24 991 163 | 24 991 163 | 99,96% |
| Personnes morales | 102 | 17 903 651 | 17 903 651 | 71,6% |
| Ayant 3% et plus | 5 | 15 008 442 | 15 008 442 | 60,0% |
| Ayant plus de 0,5% et moins de 3% | 5 | 1 329 610 | 1 329 610 | 5,3% |
| Public ayant au maximum 0,5% | 92 | 1 565 599 | 1 565 599 | 6,3% |
| Personnes physiques | 1 580 | 7 087 512 | 7 087 512 | 28,4% |
| Ayant 3% et plus | 1 | 987 500 | 987 500 | 3,9% |
| Ayant plus de 0,5% et moins de 3% | 7 | 1 680 019 | 1 680 019 | 6,7% |
| Public ayant au maximum 0,5% | 1 572 | 4 419 993 | 4 419 993 | 17,7% |
| Actionnaires étrangers | 6 | 8 299 | 8 299 | 0,0% |
| Personnes morales | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| Ayant 3% et plus | | | 0 | 0,0% |
| Ayant plus de 0,5% et moins de 3% | | | 0 | 0,0% |
| Public ayant au maximum 0,5% | | | 0 | 0,0% |
| Personnes physiques | 6 | 8 299 | 8 299 | 0,0% |
| Ayant 3% et plus | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| Ayant plus de 0,5% et moins de 3% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| Public ayant au maximum 0,5% | 6 | 8 299 | 8 299 | 0,0% |
| Rompus | | 538 | 538 | 0,0% |
| TOTAUX | 1 688 | 25 000 000 | 25 000 000 | 100,0% |

2.2.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 30/11/2013

| Actionnaires | Nombre d'actions et de droits de vote | Montant en DT | % du capital et des droits de vote |
|--|---------------------------------------|-------------------|------------------------------------|
| Arab Tunisian Bank "ATB" | 8 154 021 | 8 154 021 | 32,6% |
| ENNAKL | 2 666 921 | 2 666 921 | 10,7% |
| BNA | 2 500 000 | 2 500 000 | 10,0% |
| M, Mohamed Sadok DRISS | 987 500 | 987 500 | 3,9% |
| SEFINA SICAF | 937 500 | 937 500 | 3,7% |
| PIRECO PETROLIUM INDUSTRIEL REALISATION CONTRACTUE | 750 000 | 750 000 | 3,0% |
| Total | 15 995 942 | 15 995 942 | 64,0% |

2.2.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 30/11/2013

| Actionnaires | Nombre d'actions et de droits de vote | Montant en DT | % du capital et des droits de vote |
|---|---------------------------------------|---------------|------------------------------------|
| <u>Président</u> | | | |
| M. Slimene BETTAIEB | 2 030 | 2 030 | 0,0% |
| <u>Administrateurs</u> | | | |
| Arab Tunisian Bank | 8 154 021 | 8 154 021 | 32,6% |
| Société ENNAKL | 2 666 921 | 2 666 921 | 10,7% |
| M. Fethi BLANCO (mandaté par la société Ennaki) | 0 | 0 | 0,0% |
| Banque Nationale Agricole | 2 500 000 | 2 500 000 | 10,0% |
| M. Ammar Tlili (mandaté par la BNA) | 0 | 0 | 0,0% |
| SEFINA SICAF | 937 500 | 937 500 | 3,7% |
| M. Abdelwaheb GOUIDER (mandaté par l'ATB) | 0 | 0 | 0,0% |
| ATI SICAF | 29 416 | 29 416 | 0,1% |
| M. Ezzeddine Saidane (membre indépendant) | 15 000 | 15 000 | 0,1% |
| M. Laaroussi Bouziri (membre indépendant) | 1 464 | 1 464 | 0,0% |
| M. Ridha ZERZRI (membre représentant les actionnaires minoritaires) | 38 000 | 38 000 | 0,2% |

2.2.4. Nombre d'actionnaires au 30/11/2013

Le capital de l'ATL est réparti entre 1 688 actionnaires :

- 102 personnes morales
- 1 586 personnes physiques

2.3. Marché des titres

Les titres de capital de l'ATL sont négociés sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les titres de créance de l'ATL sont négociés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Au 31/12/2013, Il existe 10 emprunts obligataires en cours, émis par l'ATL et cotés sur le marché obligataire sur 19 lignes de cotation.

Il s'agit de :

| Intitulé | Montant de l'emprunt (en Dinars) | Notation | Date de jouissance | Échéance annuelle | Encours au 31/12/2012 (en Dinars) | Encours au 31/12/2013 (en Dinars) |
|---|----------------------------------|----------|--------------------|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| "ATL 2008 subordonné " - 10 ans** - Taux:7% | 1 000 000 | BB+ | 22/08/2008 | 22-août | 15 000 000 | 15 000 000 |
| "ATL 2008 subordonné " - 10 ans** - Taux : TMM+1,5% | 14 000 000 | | | | | |
| "ATL 2009" - 5 ans - Taux: 5,5% | 30 000 000 | BBB | 05/05/2009 | 05-mai | 12 000 000 | 6 000 000 |
| "ATL 2009/2" - 7 ans* - Taux:5,25% | 11 600 000 | | | | | |
| "ATL 2009/2" - 7 ans* - Taux : TMM+0,75% | 8 400 000 | BBB | 25/09/2009 | 25-sept | 16 000 000 | 12 000 000 |
| "ATL 2009/3" - 5 ans - Taux: 5,125% | 14 615 000 | | | | | |
| "ATL 2009/3" - 5 ans - Taux: TMM+0,625% | 15 385 000 | BBB | 31/12/2009 | 31-déc | 12 000 000 | 6 000 000 |
| "ATL 2010/1" - 5 ans - Taux: 5,25% | 40 019 000 | | | | | |
| "ATL 2010/1" - 5 ans - Taux: TMM + 0,75% | 34 981 000 | BBB | 09/08/2010 | 09-août | 45 000 000 | 30 000 000 |
| "ATL 2010/2" - 7 ans* - Taux: 5,50% | 25 950 000 | | | | | |
| "ATL 2010/2" - 7 ans* - Taux: TMM +1% | 9 050 000 | BBB | 30/12/2010 | 30-déc | 35 000 000 | 28 000 000 |
| "ATL 2011" - 7 ans* - Taux: 6,25% | 30 000 000 | BBB | 13/02/2012 | 13-fév | 30 000 000 | 30 000 000 |
| "ATL 2012/1" - 5 ans - Taux: 6,15% | 30 000 000 | BBB | 31/05/2012 | 31 mai | 30 000 000 | 30 000 000 |
| "ATL 2013/1" - 7 ans* - Taux: 6,8% | 29 800 000 | | | | | |
| "ATL 2013/1" - 7 ans* - Taux: TMM +1,9% | 200 000 | BBB | 22/04/2013 | 22-avr | - | 30 000 000 |
| "ATL 2013/2" - 7 ans* - Taux: 7,2% | 26 000 000 | | | | | |
| "ATL 2013/2" - 7 ans* - Taux: TMM +1,9% | 10 000 000 | BBB | 15/11/2013 | 15-nov | - | 36 000 000 |
| Total | | | | | 195 000 000 | 223 000 000 |

* avec deux ans de franchise

** avec 5 ans de franchise

2.4. Notation de la société ATL

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé en date du 8 Novembre 2013 les notes attribuées à la société Arab Tunisian Lease, ATL, soient :

- Note nationale long terme : BBB (tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale court terme : F3 (tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale de dette senior : BBB(tun) ; Maintenu sous surveillance négative
- Note nationale de dette subordonnée : BB(tun) ; Maintenu sous surveillance négative

La surveillance négative dont font l'objet les notes de l'ATL est faite suite à la mise sous surveillance négative des notes d'Arab Bank Plc.

Les notes nationales d'ATL reflètent la probabilité limitée du soutien qu'elle est susceptible de recevoir de la part de son actionnaire en dernier ressort, Arab Bank Plc, en cas de besoin, à travers la filiale tunisienne de ce dernier, ATB. Fitch se prononcera sur l'issue de la surveillance négative sur les notes d'ATL lorsque l'issue de la surveillance négative d'Arab Bank Plc aura été décidée.

Les notes nationales d'ATL sont sensibles à un abaissement important des notes d'Arab Bank Plc. Un abaissement de la note nationale à long terme d'ATL de plus d'un cran est possible.

La dette subordonnée d'ATL est notée trois crans en dessous de la note nationale à long terme d'ATL en raison des faibles perspectives de recouvrement en cas de défaut. En conséquence, la note de dette subordonnée d'ATL est sensible à une dégradation de la note nationale à long terme d'ATL. Un abaissement de la note de dette subordonnée d'ATL de plus d'un cran est possible.

BBB+, BBB, BBB- (long terme) : Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres sociétés émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. Les signes « + » et « - » marquent les nuances de qualité.

F3 (court terme) : Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Toutefois, cette aptitude au paiement en temps et en heure est plus sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières que pour les créances notées dans les catégories supérieures.

Fitch confirme la note nationale BBB (Tun) à long terme et F3 (Tun) à court terme de l'ATL : Mise sous surveillance négative

Fitch Ratings - Paris/Francfort - 08 novembre 2013 : Fitch Ratings a abaissé les notes de défaut émetteur (*Issuer Default Rating - IDR*) à long terme, en devises et en monnaie locale, d'Arab Tunisian Bank (ATB) de, respectivement, 'BBB-' et 'BBB' à 'BB' et 'BB+'. Les notes restent placées sous surveillance négative (*Rating Watch Negative - RWN*).

Par ailleurs, l'agence a relevé les notes nationales d'Arab International Lease (AIL) à long terme et à court terme, respectivement de 'A+(tun)' à 'AA +(tun)' et de 'F1(tun)' à 'F1+(tun)'. La perspective de la note nationale à long terme est stable.

Simultanément, l'agence a confirmé les notes nationales d'Attijari Leasing (AL), Modern Leasing (ML), Tunisie Leasing (TL), Compagnie Internationale de Leasing (CIL), El Wifack Leasing (EWL), Hannibal Lease (HL), Tunisie Factoring (TF), et Union de Factoring (UF). Fitch a également maintenu sous surveillance négative les notes d'Arab Tunisian Lease (ATL), filiale à 33% d'ATB. Une liste complète des décisions concernant les notes figure à la fin du présent communiqué.

La surveillance négative dont font l'objet les notes d'ATB et d'ATL fait suite à la mise sous surveillance négative des notes d'Arab Bank Plc (AB; A-/F1/RWN) (cf. "Fitch Places Arab Bank on Rating Watch Negative", en date du 11 juillet 2013, et "Fitch Places Arab Tunisian Bank on Rating Watch Negative", en date du 16 juillet 2013, disponibles sur www.fitchratings.com). Les notes d'ATB reposent sur la probabilité du soutien qu'elle pourrait recevoir, si nécessaire, de la part d'AB, son actionnaire majoritaire (64,2%). Les notes nationales d'ATL reflètent la probabilité limitée du soutien qu'elle est susceptible de recevoir de la part de son actionnaire en dernier ressort, AB, en cas de besoin, à travers la filiale tunisienne de ce dernier, ATB. Fitch se prononcera sur l'issue de la surveillance négative sur les notes d'ATB et d'ATL lorsque l'issue de la surveillance négative d'AB aura été décidée.

Les notes nationales d'ATL sont sensibles à un abaissement important des notes d'AB. Un abaissement de la note nationale à long terme d'ATL de plus d'un cran est possible.

La dette subordonnée d'ATL est notée trois crans en dessous de la note nationale à long terme d'ATL en raison des faibles perspectives de recouvrement en cas de défaut. En conséquence, la note de dette subordonnée d'ATL est sensible à une dégradation de la note nationale à long terme d'ATL. Un abaissement de la note de dette subordonnée d'ATL de plus d'un cran est possible.

Les notes ont fait l'objet des décisions suivantes :

Arab Tunisian Lease

Note nationale à long terme : 'BBB(tun)'; maintenue sous RWN

Note nationale à court terme : 'F3(tun)'; maintenue sous RWN

Note nationale de dette senior : 'BBB(tun)'; maintenue sous RWN

Note nationale de dette subordonnée : 'BB(tun)'; maintenue sous RWN

Echelle de notation



DEFINITION DES NOTES NATIONALES

| NOTES COURT TERME (échéance inférieure à 12 mois) | |
|--|---|
| F1+(xxx) F1(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est la plus forte, comparativement aux autres entités émettrices de dette dans le pays. Dans le cas où les émetteurs présentent une solvabilité particulièrement forte, un signe "+" peut compléter la note F1. |
| F2(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est satisfaisante, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, la marge de sécurité est moins importante que pour les créances notées F1. |
| F3(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Toutefois cette aptitude au paiement en temps et en heure est plus sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières que pour les créances notées dans les catégories supérieures. |
| B(xxx) | Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières. |
| C(xxx) | Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure repose exclusivement sur la persistance de conditions économiques et financières favorables. |
| D(xxx) | Créances dont le défaut de paiement est constaté ou imminent. |
| NOTES LONG TERME (échéance supérieure à 12 mois) | |
| AAA(xxx) | Créances auxquelles on attribue la note la plus élevée. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est la plus forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cette note est habituellement attribuée aux émissions de l'Etat ou garanties par lui. |
| AA+(xxx) AA(xxx) AA-(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est très forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le risque de défaut lié à ces créances ne présente pas de différence significative avec celui des créances notées "AAA". Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité. |
| A+(xxx) A(xxx) A-(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est forte, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des conditions économiques pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances des catégories supérieures. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité. |
| BBB+(xxx) BBB(xxx) BBB-(xxx) | Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité. |
| BB+(xxx) BB(xxx) BB-(xxx) | Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts reste sensible à l'évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières. Les signes "+" et "-" peuvent être utilisés pour marquer des nuances de qualité. |
| B+(xxx) B(xxx) B-(xxx) | Créances pour lesquelles il existe une forte incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le principal et les intérêts sont pour le moment payés en temps et en heure, mais la marge de sécurité est faible et dépend d'une persistance de conditions économiques et financières favorables. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité. |
| CCC+(xxx) CCC(xxx) CCC-(xxx) CC(xxx) C(xxx) | Créances pour lesquelles la possibilité d'un défaut de paiement est perceptible, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Le paiement en temps et en heure du principal et des intérêts repose exclusivement sur la persistance de conditions économiques et financières favorables. Les signes "+" et "-" dans la catégorie de notes CCC marquent des nuances de qualité. |
| DDD(xxx) DD(xxx) D(xxx) | Créances dont le défaut de paiement est constaté. |

Mise sous surveillance : La mise sous surveillance d'une note a pour objet de signaler aux investisseurs qu'il existe une forte possibilité de changement de cette note et d'indiquer le sens probable de ce changement : la surveillance est qualifiée de " positive " pour signaler la possibilité d'un relèvement de la note, de " négative " pour indiquer un abaissement probable. La mise sous surveillance a vocation à être temporaire.

(xxx) : Suffixe attaché à la note et indiquant le pays dans lequel cette note nationale est attribuée. Exemple : (tun) pour la Tunisie, (mar) pour le Maroc ou (dza) pour l'Algérie.

Les notes n'expriment que l'appréciation de Fitch sur la capacité de la société à honorer en temps et en heure les échéances de remboursement de sa dette et ne comportent aucune appréciation sur le rendement dont les porteurs de titres de dette sont susceptibles de bénéficier. Ces notes sont formulées à partir des informations qui lui sont communiquées par la société et dont Fitch ne garantit ni l'exactitude ni le caractère complet. A tout moment, Fitch pourra si elle le juge fondé à partir des informations dont elle dispose, modifier les notes à la hausse ou à la baisse, cette modification pouvant être précédée d'une mise sous surveillance accompagnée ou non d'une indication de tendance.

A part les changements relatifs aux clauses statutaires, la répartition du capital de la société et des droits de vote, ceux relatifs au marché des titres et la notation de la société, Arab Tunisian Lease estime qu'elle ne dispose, depuis la publication du document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le n° 13-006 d'aucune autre information nouvelle susceptible d'être portée à la connaissance du public au titre du présent chapitre.

Chapitre 3. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'ATL

3.1. Description de l'activité de la société au 30/06/2013

Durant le premier semestre 2013, la part de marché de l'ATL dans le total des approbations du secteur a régressé à 12,96% contre 13,2% à la même période en 2012. La même tendance a affecté les Mises en force, la part de l'ATL a baissé de 8 points de base à 14,97% du total secteur avec 108,3MD. L'encours de l'ATL au 30/06/2013 représente 14,95% de l'encours du secteur alors qu'il représentait 14,99% de ce dernier à la même date en 2012 .

Situation de l'ATL par rapport au secteur au 30/06/2013

| | Secteur* | | ATL | | Part de l'ATL | |
|-----------------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| | juin-12 | juin-13 | juin-12 | juin-13 | juin-12 | juin-13 |
| Approbations mobilières | 942,1 | 877,6 | 124,2 | 112 | 13,18% | 12,76% |
| Approbations Immobilières | 48,8 | 53,2 | 6,6 | 8,6 | 13,52% | 16,17% |
| Total Approbations | 990,9 | 930,8 | 130,8 | 120,6 | 13,20% | 12,96% |
| Mises en force Mobilières | 689 | 684,2 | 103,3 | 103 | 14,99% | 15,05% |
| Mises en force Immobilières | 23,6 | 39,1 | 4 | 5,3 | 16,95% | 13,55% |
| Total Mises en force | 712,6 | 723,3 | 107,3 | 108,3 | 15,06% | 14,97% |
| Encours mobilier | 2129,2 | 2318,6 | 332,1 | 357,6 | 15,60% | 15,42% |
| Encours immobilier | 196 | 217,7 | 16,5 | 21,7 | 8,42% | 9,97% |
| Total Encours | 2325,2 | 2536,3 | 348,6 | 379,3 | 14,99% | 14,95% |

*Source : CIL

- **Approbations**

Au 30/06/2013, le montant des approbations s'élève à 120,6MD contre 130,8MD au 30/06/2012, soit une régression de 7,8%. Le nombre des dossiers approuvés est passé à 1 684 au courant du premier semestre de 2013 contre 2 081 au courant du premier semestre de 2012.

Ainsi, le montant moyen approuvé par dossier est passé de 62,9mD au 30/06/2012 à 71,6mD au 30/06/2013.

Evolution des approbations

| | juin-12 | juin-13 | Evolution |
|-------------------------------------|---------|---------|-----------|
| Nombre d'approbations | 2 081 | 1 684 | -19,08% |
| Montant (MD) | 130,8 | 120,6 | -7,80% |
| Montant moyen des approbations (mD) | 62,9 | 71,6 | 13,94% |

Répartition sectorielle des approbations

| | juin-12 | | | juin-13 | | |
|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| | Nombre | Montant (MD) | % | Nombre | Montant (MD) | % |
| Agricole | 497 | 15,9 | 12,2% | 304 | 10,1 | 8,4% |
| BTP | 150 | 20,2 | 15,4% | 145 | 19,2 | 15,9% |
| Industrie | 112 | 11 | 8,4% | 96 | 7,1 | 5,9% |
| Service | 1183 | 68,8 | 52,6% | 969 | 66,2 | 54,9% |
| Tourisme | 139 | 14,9 | 11,4% | 170 | 18 | 14,9% |
| Total | 2 081 | 130,8 | 100% | 1684 | 120,6 | 100% |

Répartition des approbations par type d'équipement

| | juin-12 | | | juin-13 | | |
|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| | Nombre | Montant (MD) | % | Nombre | Montant (MD) | % |
| Matériel de transport lourd | 220 | 27,8 | 21,3% | 177 | 21,4 | 17,7% |
| Matériel de transport léger | 1 598 | 58,4 | 44,6% | 1 244 | 52,7 | 43,7% |
| Matériel industriel | 62 | 9,5 | 7,3% | 55 | 8,2 | 6,8% |
| Matériel médical | 41 | 8 | 6,1% | 56 | 8,4 | 7,0% |
| Matériel de BTP | 115 | 19,4 | 14,8% | 109 | 20 | 16,6% |
| Immobilier | 12 | 5,4 | 4,1% | 21 | 8,6 | 7,1% |
| Autres | 33 | 2,3 | 1,8% | 22 | 1,3 | 1,1% |
| Total | 2 081 | 130,8 | 100% | 1 684 | 120,6 | 100% |

- **Les mises en force**

Le montant total des mises en force est passé de 107,3MD au 30/06/2012 à 108,3MD au 30/06/2013 en augmentation de 0,93%. En revanche, le nombre de dossiers a régressé de 8,16% à 1 721 au 30/06/2013 contre 1 874 à la même période en 2012. Ainsi, le montant moyen par contrat est passé de 57,3mD au 30/06/2012 à 62,9mD au 30/06/2013.

Nombre de contrats mis en force

| | juin-12 | juin-13 | Evolution |
|---------------------------------|---------|---------|-----------|
| Nombre de contrats mis en force | 1 874 | 1 721 | -8,16% |
| Montant (MD) | 107,3 | 108,3 | 0,93% |
| Montant moyen par contrat (mD) | 57,3 | 62,9 | 9,91% |

Répartition sectorielle des mises en force

| | juin-12 | | | juin-13 | | |
|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| | Nombre | Montant (MD) | % | Nombre | Montant (MD) | % |
| Agricole | 432 | 13 | 12,1% | 319 | 10,3 | 9,5% |
| BTP | 129 | 13,5 | 12,6% | 152 | 16,7 | 15,4% |
| Industrie | 105 | 7,7 | 7,2% | 95 | 8,6 | 7,9% |
| Service | 1076 | 63,7 | 59,4% | 980 | 60,1 | 55,5% |
| Tourisme | 132 | 9,4 | 8,8% | 175 | 12,6 | 11,6% |
| Total | 1 874 | 107,3 | 100% | 1 721 | 108,3 | 100% |

Répartition des mises en force par type d'équipement

| | juin-12 | | | juin-13 | | |
|-----------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| | Nombre | Montant (MD) | % | Nombre | Montant (MD) | % |
| Matériel de transport lourd | 213 | 21,1 | 19,7% | 184 | 18,5 | 17,1% |
| Matériel de transport léger | 1 361 | 42,2 | 39,3% | 1 265 | 47,6 | 44,0% |
| Matériel industriel | 61 | 6,6 | 6,2% | 56 | 6,9 | 6,4% |
| Matériel médical | 58 | 14,7 | 13,7% | 62 | 5,9 | 5,4% |
| Matériel de BTP | 135 | 16,3 | 15,2% | 116 | 21,2 | 19,6% |
| Immobilier | 13 | 4,6 | 4,3% | 24 | 7,5 | 6,9% |
| Autres | 33 | 1,8 | 1,7% | 14 | 0,7 | 0,6% |
| Total | 1 874 | 107,3 | 100% | 1 721 | 108,3 | 100% |

- Evolution de l'encours financier entre juin 2012 et juin 2013

Répartition de l'encours financier par secteur

| En MD | juin-12 | | juin-13 | |
|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | Montant | % | Montant | % |
| Agricole | 39,6 | 11,4% | 43,3 | 11,4% |
| BTP | 49,3 | 14,1% | 59,5 | 15,7% |
| Industrie | 24 | 6,9% | 27,9 | 7,4% |
| Service | 215,7 | 61,9% | 222,8 | 58,7% |
| Tourisme | 20 | 5,7% | 25,8 | 6,8% |
| Total | 348,6 | 100% | 379,3 | 100% |

Répartition de l'encours financier par type d'équipement

| En MD | juin-12 | | juin-13 | |
|-----------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | Montant | % | Montant | % |
| Matériel de transport lourd | 62,5 | 17,9% | 61,5 | 16,2% |
| Matériel de transport léger | 133,2 | 38,2% | 143,6 | 37,9% |
| Matériel industriel | 19,2 | 5,5% | 21,5 | 5,7% |
| Matériel médical | 45,1 | 12,9% | 48,3 | 12,7% |
| Matériel de BTP | 62 | 17,8% | 69,2 | 18,2% |
| Immobilier | 15,6 | 4,5% | 23,2 | 6,1% |
| Autres | 11 | 3,2% | 12 | 3,2% |
| Total | 348,6 | 100% | 379,3 | 100% |

- **Evolution des engagements de la société entre juin 2012 et juin 2013**

| | 30/06/2012 | | | | | 30/06/2013 | | | | |
|--|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|---|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|---|
| | Nombre de clients | Encours ¹ | Impayés ² | Encours + Impayés | Couverture (Provisions et Agios réservés) | Nombre de clients | Encours ¹ | Impayés ² | Encours + Impayés | Couverture (Provisions et Agios réservés) |
| Classe 0 | 10 563 | 242 460 | -8 357 | 234 103 | 0 | 10 603 | 299 086 | -5 319 | 293 767 | |
| Classe 1 | 1 120 | 50 727 | 6 882 | 42 370 | 0 | 1 219 | 62 646 | 6 472 | 69 118 | |
| Total des engagements encours (0-1) | 11 683 | 293 187 | -1 475 | 291 712 | 0 | 11 822 | 361 732 | 1 153 | 362 885 | 0 |
| Classe 2 | 300 | 4 898 | 1 390 | 6 288 | 284 | 432 | 3 987 | 1 279 | 5 266 | 367 |
| Classe 3 | 113 | 1 170 | 504 | 1 674 | 183 | 291 | 2 054 | 1227 | 3 281 | 385 |
| Classe 4 | 786 | 11 400 | 10 596 | 21 996 | 18 834 | 884 | 12 219 | 14 984 | 27 203 | 23 687 |
| Total créances classées (2-3-4) | 1 199 | 17 468 | 12 490 | 29 958 | 19 301 | 1 607 | 18 260 | 17 490 | 35 750 | 24 439 |
| Provision collective | | | | | 2 828 | | | | | 3 081 |
| Total | 1 199 | 310 655* | 11 015 | 321 670 | 22 129 | 13 429 | 379 992* | 18 643 | 398 635 | 27 520 |
| Ratio des créances classées | | | 9,3%** | | | | | 9,0%** | | |
| Ratio de couverture | | | 64,4% | | | | | 68,4% | | |

*Compte tenu des attentes de mise en force

**Compte non tenu des engagements hors bilan

Les encours présentés dans ce tableau représentent des données du système d'information (encours financier). Les créances présentées dans les notes aux états financiers représentent des données comptables qui tiennent compte principalement du réajustement de l'encours financier du fait que l'échéance de facturation des loyers correspond au 20 du mois et que le loyer de leasing est facturé d'avance (terme à échoir).

Le rapprochement entre l'encours financier et l'encours comptable est comme suit :

| | 30/06/2012 | 30/06/2013 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Encours financier (+) | 310 655 | 379 992 |
| Réajustement de l'encours financier | 31 766 | -6 000 |
| Encours comptable* | 342 421 | 373 992 |

*encours comptable ne tenant pas compte de la provision pour dépréciation des créances de leasing

¹ Encours + Contrats en instance

² Impayés + Créances assurance matériel en leasing + Créances facture à établir + Valeurs à l'encaissement - Intérêts échus différés - Avances reçues

3.2. Description de l'activité de la société au 31/12/2013

Durant l'année 2013, la part de marché de l'ATL dans le total des approbations du secteur a régressé à 12,1% contre 13,0% en 2012. La même tendance a affecté les Mises en force, la part de l'ATL a baissé de 140 points de base à 13,4% du total secteur avec 190,3MD. L'encours de l'ATL au 31/12/2013 représente 14,0% de l'encours du secteur alors qu'il représentait 14,9% de ce dernier en 2012 .

Situation de l'ATL par rapport au secteur au 31/12/2013

| | Secteur* | | ATL | | Part de l'ATL | |
|----------------------|----------|---------|--------|--------|---------------|--------|
| | déc-12 | déc-13 | déc-12 | déc-13 | déc-12 | déc-13 |
| Total Approbations | 1 747,8 | 1 759 | 227,6 | 213,4 | 13,0% | 12,1% |
| Total Mises en force | 1 394,3 | 1 417 | 207 | 190,3 | 14,8% | 13,4% |
| Total Encours | 2 414,9 | 2 600,8 | 360,8 | 365 | 14,9% | 14,0% |

*Source : CIL

- **Approbations**

Au 31/12/2013, le montant des approbations s'élève à 213,4MD contre 227,6MD en 2012, soit une régression de 6,2%. La répartition des approbations par type de produit se présente comme suit :

Evolution des approbations

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|---------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Approbations mobilières | 218,8 | 96,1% | 200,9 | 94,1% | -8,2% |
| Approbations Immobilières | 8,8 | 3,9% | 12,5 | 5,9% | 42,0% |
| Total | 227,6 | 100% | 213,4 | 100% | -6,2% |

Répartition sectorielle des approbations

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|---------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Agriculture | 22,1 | 9,7% | 21,8 | 10,2% | -1,36% |
| BTP | 44,7 | 19,6% | 36,4 | 17,1% | -18,57% |
| Industrie | 21,4 | 9,4% | 13,4 | 6,3% | -37,38% |
| Service | 117,4 | 51,6% | 118,6 | 55,6% | 1,02% |
| Tourisme | 22 | 9,7% | 23,2 | 10,9% | 5,45% |
| Total | 227,6 | 100% | 213,4 | 100% | -6,24% |

Répartition des approbations par type d'équipement

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|-----------------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Matériel de transport lourd | 51 | 22,41% | 35,9 | 16,82% | -29,6% |
| Matériel de transport léger | 88,1 | 38,71% | 94,2 | 44,14% | 6,9% |
| Matériel industriel | 16,8 | 7,38% | 11,5 | 5,39% | -31,5% |
| Matériel médical | 14,9 | 6,55% | 17,5 | 8,20% | 17,4% |
| Matériel de BTP | 42 | 18,45% | 40,3 | 18,88% | -4,0% |
| Autres | 6 | 2,64% | 1,5 | 0,70% | -75,0% |
| Immobilier | 8,8 | 3,87% | 12,5 | 5,86% | 42,0% |
| Total | 227,6 | 100% | 213,4 | 100% | -6,2% |

- **Les mises en force**

Le montant total des mises en force est passé de 207MD au 31/12/2012 à 190,3MD au 31/12/2013 en régression de 8,1%.

La répartition des mises en force par type de produit se présente comme suit :

Evolution des mises en force

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|-----------------------------|------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Mises en force mobilières | 199,1 | 96,2% | 180,3 | 94,7% | -9,4% |
| Mises en force Immobilières | 7,9 | 3,8% | 10,0 | 5,3% | 26,6% |
| Total | 207 | 100% | 190,3 | 100% | -8,1% |

Répartition sectorielle des mises en force

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|--------------|------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Agriculture | 21,5 | 10,4% | 19,6 | 10,3% | -8,8% |
| BTP | 36,2 | 17,5% | 34,8 | 18,3% | -3,9% |
| Industrie | 17,2 | 8,3% | 13,7 | 7,2% | -20,3% |
| Service | 114,4 | 55,3% | 103,1 | 54,2% | -9,9% |
| Tourisme | 17,7 | 8,6% | 19,1 | 10,0% | 7,9% |
| Total | 207 | 100% | 190,3 | 100% | -8,1% |

Répartition des mises en force par type d'équipement

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|-----------------------------|------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Matériel de transport lourd | 47,2 | 22,8% | 31 | 16,3% | -34,3% |
| Matériel de transport léger | 84,3 | 40,7% | 85,4 | 44,9% | 1,3% |
| Matériel industriel | 13,2 | 6,4% | 12,1 | 6,4% | -8,3% |
| Matériel médical | 19,1 | 9,2% | 11,7 | 6,1% | -38,7% |
| Matériel de BTP | 34,3 | 16,6% | 38,6 | 20,3% | 12,5% |
| Autres | 1 | 0,5% | 1,5 | 0,8% | 50,0% |
| Immobilier | 7,9 | 3,8% | 10 | 5,3% | 26,6% |
| Total | 207 | 100% | 190,3 | 100% | -8,1% |

- **Evolution de l'encours financier entre 2012 et 2013**

Le montant total de l'encours financier est passé de 360,8MD au 31/12/2012 à 365MD au 31/12/2013 en progression de 1,2%.

La répartition de l'encours financier par type de produit se présente comme suit :

Répartition de l'encours financier par secteur

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|--------------|--------------|-------------|------------|-------------|-------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Agriculture | 41,3 | 11,4% | 42,4 | 11,62% | 2,7% |
| BTP | 62,3 | 17,3% | 63 | 17,26% | 1,1% |
| Industrie | 29,2 | 8,1% | 26,8 | 7,34% | -8,2% |
| Service | 204,5 | 56,7% | 208 | 56,99% | 1,7% |
| Tourisme | 23,5 | 6,5% | 24,8 | 6,79% | 5,5% |
| Total | 360,8 | 100% | 365 | 100% | 1,2% |

Répartition de l'encours financier par type d'équipement

| En MD | 2012 | | 2013 | | Evolution |
|-----------------------------|--------------|-------------|------------|-------------|-------------|
| | Montant | Part | Montant | Part | |
| Matériel de transport lourd | 63,7 | 17,7% | 64 | 17,5% | 0,5% |
| Matériel de transport léger | 139,1 | 38,6% | 141 | 38,6% | 1,4% |
| Matériel industriel | 21 | 5,8% | 24 | 6,6% | 14,3% |
| Matériel médical | 43 | 11,9% | 44 | 12,1% | 2,3% |
| Matériel de BTP | 58,9 | 16,3% | 66 | 18,1% | 12,1% |
| Autres | 16 | 4,4% | 2,5 | 0,7% | -84,4% |
| Immobilier | 19,1 | 5,3% | 23,5 | 6,4% | 23,0% |
| Total | 360,8 | 100% | 365 | 100% | 1,2% |

• **Indicateurs d'activité trimestriels arrêtés au 31/12/2013**

(en mD)

| | Quatrième trimestre | | | Cumul au 31/12/ | | |
|--|---------------------|---------------|---------------|-----------------|----------------|--------------|
| | 2013 | 2012 | Variation | 2013 | 2012 | Variation |
| Total Approbations (2) | 55 045 | 56 897 | -3,3% | 213 409 | 227 614 | -6,2% |
| Sous total Approbations Mobilières | 52 538 | 55 145 | -4,7% | 200 916 | 218 810 | -8,2% |
| Agriculture | 6 242 | 4 372 | 42,8% | 21 806 | 21 781 | 0,1% |
| Bâtiments & travaux publics | 10 257 | 13 603 | -24,6% | 36 257 | 44 532 | -18,6% |
| Industrie | 3 806 | 4 878 | -22,0% | 13 266 | 19 182 | -30,8% |
| Service et commerce | 29 088 | 27 921 | 4,2% | 106 834 | 112 667 | -5,2% |
| Tourisme | 3 145 | 4 371 | -28,0% | 22 753 | 20 648 | 10,2% |
| Sous total Approbations Immobilières | 2 507 | 1 752 | 43,1% | 12 493 | 8 804 | 41,9% |
| Agriculture | | 320 | -100,0% | | 347 | -100,0% |
| Bâtiments & travaux publics | | | | 109 | 137 | -20,4% |
| Industrie | | | | 150 | 2 220 | -93,2% |
| Service et commerce | 2 507 | 1 255 | 99,8% | 11 757 | 4 737 | 148,2% |
| Tourisme | | 177 | -100,0% | 477 | 1363 | -65,0% |
| Total Mises en Force (2) | 35 549 | 47 705 | -25,5% | 190 258 | 207 028 | -8,1% |
| Sous total Mises en Force Mobilières | 35 248 | 47 055 | -25,1% | 180 256 | 199 148 | -9,5% |
| Agriculture | 4 805 | 3 873 | 24,1% | 19 559 | 21 105 | -7,3% |
| Bâtiments & travaux publics | 6 767 | 14 960 | -54,8% | 34 630 | 36 271 | -4,5% |
| Industrie | 2975 | 2850 | 4,4% | 13 572 | 15 011 | -9,6% |
| Service et commerce | 19 727 | 21 900 | -9,9% | 93 865 | 110 345 | -14,9% |
| Tourisme | 974 | 3 472 | -71,9% | 18 630 | 16 416 | 13,5% |
| sous total Mises en Force Immobilières | 301 | 650 | -53,7% | 10 002 | 7 880 | 26,9% |
| Agriculture | | 320 | | 25 | 346 | -92,8% |
| Bâtiments & travaux publics | | | | 109 | | |
| Industrie | | | | 150 | 2158 | -93,0% |
| Service et commerce | 301 | 330 | -8,8% | 9 227 | 4 106 | 124,7% |
| Tourisme | | | | 491 | 1270 | -61,3% |
| Total des engagements | | | - | 386 051 | 384 357 | 0,4% |
| <i>Engagements courants (compte non tenu des engagements hors bilan)</i> | | | - | 350 210 | 352 197 | -0,6% |
| <i>Engagements classés (compte non tenu des engagements hors bilan)</i> | | | - | 35 841 | 32 160 | 11,4% |
| Trésorerie nette | | | - | 18 565 | 5 521 | 236,3% |
| Ressources d'emprunts (3) | | | - | 305 528 | 291 245 | 4,9% |
| Capitaux propres (4) | | | - | 64 798 | 63 590 | 1,9% |
| Revenus Bruts de leasing | 56 235 | 56 259 | 0,0% | 204 547 | 189 570 | 7,9% |
| Revenus Nets de leasing | 11 162 | 9 249 | 20,7% | 35 041 | 34 127 | 2,7% |
| Produits Nets de leasing (5) | 7 117 | 5 174 | 37,6% | 18 267 | 17 925 | 1,9% |
| Total des charges d'exploitation | 1 840 | 2 207 | -16,6% | 7 217 | 6 690 | 7,9% |

(2) Le cumul à la fin du quatrième trimestre 2013 tient compte d'une actualisation des données arrêtées au 30/09/2013 notamment en termes de répartition par secteur

(3) Les ressources des emprunts sont constituées de l'encours en principal des emprunts courants et non courants

(4) Les capitaux propres sont déterminés compte non tenu du résultat de la période.

(5) Les produits nets de leasing sont les revenus nets de leasing majorés des autres produits d'exploitation et des produits des placements et diminués des charges financières nettes.

Faits saillants de l'année 2013:

Les mises en forces de l'année ont légèrement baissé de 8,1%

Les produits nets de leasing ont enregistré une légère évolution de 1,9% par l'effet de l'amélioration du taux de sortie.

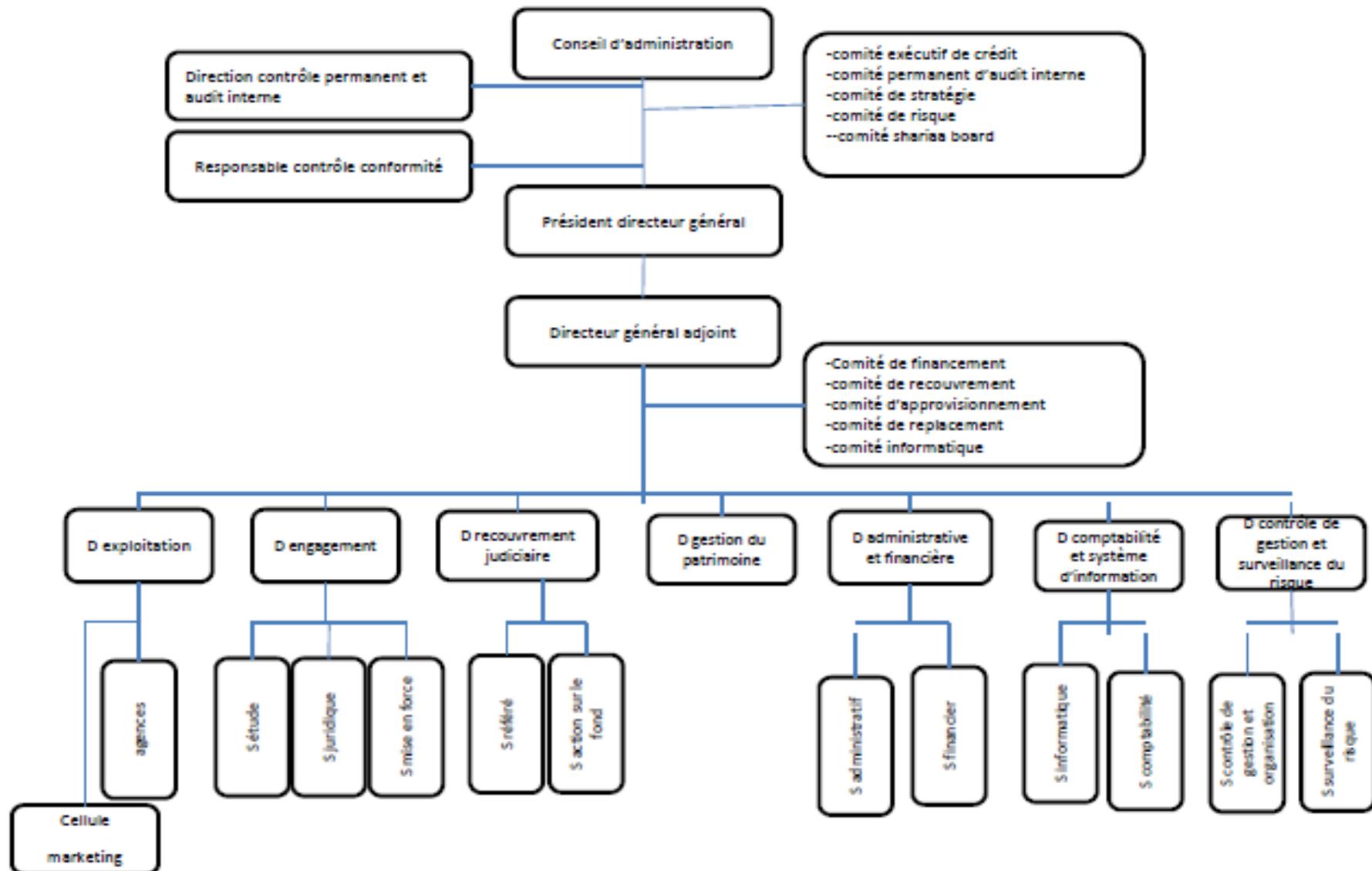
3.3. Organigramme de la société

Le Conseil d'Administration du 28/11/2013 a approuvé le nouvel organigramme de la société

Les principales modifications ont porté sur :

- L'institution d'un comité des risques en application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2011-06 relative à la gouvernance bancaire ;
- L'institution du comité de Chariâa board pour accompagner le produit de leasing islamique ayant obtenu l'agrément de la BCT fin 2011 ;
- La création de la Direction « Gestion du patrimoine » chargée de la vente du matériel récupéré .

Le nouvel organigramme de la société se présente comme suit :



A part les nouvelles informations concernant la description de l'activité au 30/06/2013 et au 31/12/2013, ainsi que le nouvel organigramme de la société, indiquées ci-dessus, Arab Tunisian Lease estime qu'elle ne dispose, depuis la publication du document de référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le n°13-006 d'aucune autre information nouvelle susceptible d'être portée à la connaissance du public au titre du présent chapitre.

Chapitre 4 : PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTAT

4.1. Patrimoine de la société au 30 Juin 2013

4.1.1. Etat des immobilisations propres corporelles et incorporelles au 30/06/2013

| (en Dinars) | Immobilisations brutes | | | | Amortissements | | | | VCN 30/06/2013 |
|---|------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|-------------------|
| | Solde au 31/12/2012 | Entrées | Sorties | Solde au 30/06/2013 | Solde au 31/12/2012 | Entrées | Sorties | Solde au 30/06/2013 | |
| Logiciels informatiques | 311 683 | 45 185 | | 356 867 | 237 406 | 25 622 | | 263 028 | 93 839 |
| Total des immobilisations incorporelles | 311 683 | 45 185 | 0 | 356 867 | 237 406 | 25 622 | 0 | 263 028 | 93 839 |
| Terrains | 14 250 | | | 14 250 | | | | 0 | 14 250 |
| Constructions | 4 209 271 | | | 4 209 271 | 857 349 | 45 820 | | 903 168 | 3 306 103 |
| Matériel de transport | 943 166 | 206 720 | 150 061 | 999 825 | 652 643 | 84 869 | 146 405 | 591 108 | 408 719 |
| Matériel informatique | 512 893 | 16 475 | | 529 368 | 424 732 | 44 075 | | 468 807 | 60 561 |
| Equipements de bureaux | 408 840 | 8 396 | | 417 236 | 337 347 | 6 285 | | 343 632 | 73 604 |
| Installations générales | 686 130 | 1 750 | | 687 880 | 451 131 | 23 764 | | 474 895 | 212 985 |
| Immobilisations corporelles encours | 3 000 | 21 552 | | 24 552 | | | | 0 | 24 552 |
| Total des immobilisations corporelles | 6 777 551 | 254 893 | 150 061 | 6 882 384 | 2 723 202 | 204 813 | 146 405 | 2 781 610 | 4 100 774 |
| Total des immobilisations corporelles et incorporelles | 7 089 234 | 300 078 | 150 061 | 7 239 251 | 2 960 608 | 230 435 | 146 405 | 3 044 638 | 4 194 613 |

Principales acquisitions et cessions d'immobilisations propres postérieures au 30/06/2013

| Libellé | Valeur en Dinars |
|-------------------------------------|------------------|
| Agencement aménagement installation | 2 250 |
| Logiciels | 1 583 |
| Matériel informatique | 16 427 |
| Matériel roulant | |
| Mobilier de bureau | 2 201 |
| Immobilisation | 39 600 |
| TOTAL | 62 061 |

4.1.2. Immobilisations financières

L'ATL détient un portefeuille titres composé au 30/06/2013 des participations suivantes :

| PARTICIPATIONS | Nombre d'actions | valeur nominale | % part. | Montant brut | Provisions | Montant net |
|---|------------------|-----------------|---------|-------------------|--------------------|-------------------|
| PARTICIPATIONS DIRECTES : | | | | 4 309 811 | (500 133) | 3 809 679 |
| - ARAB TUNISIAN INVEST - SICAF | 20 000 | 5 | 1,73% | 166 055 | (35 398) | 130 657 |
| - SARI | 9 900 | 100 | 30,00% | 1 143 756 | (285 493) | 858 264 |
| - PHENICIA SEED FUND | - | - | - | 500 000 | (92 527) | 407 473 |
| - SENED SICAR | - | - | - | 50 000 | (50 000) | - |
| - UNIFACTOR | 340 000 | 5 | 11,33% | 1 700 000 | - | 1 700 000 |
| - SICAR INVEST | 30 000 | 10 | 3,75% | 300 000 | - | 300 000 |
| - SOCIETE L'IMMOBILIERE DE CARTHAGE | 4 500 | 100 | 6,25% | 450 000 | (36 715) | 413 285 |
| PARTICIPATIONS EN PORTAGE : | | | | 217 244 | (217 244) | - |
| - SOCIETE NOUR EL KANTAOUI | 1 518 | 100 | - | 151 800 | (151 800) | - |
| - SOCIETE DINDY | 16 000 | 10 | - | 65 444 | (65 444) | - |
| FONDS CONFIES EN GESTION POUR COMPTE : (*) | | | | 14 855 965 | (1 053 362) | 13 802 603 |
| - FG 1 SICAR INVEST | - | - | - | - | - | - |
| - FG 2 SICAR INVEST | - | - | - | 418 880 | - | 418 880 |
| - FG 3 SICAR INVEST | - | - | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| - FG 1 ATD SICAR | - | - | - | 154 315 | - | 154 315 |
| - FG 2 ATD SICAR | - | - | - | 832 770 | - | 832 770 |
| - FG 3 ATD SICAR | - | - | - | 1 400 000 | (210 000) | 1 190 000 |
| - FG 4 ATD SICAR | - | - | - | 2 500 000 | (525 220) | 1 974 780 |
| - FG 5 ATD SICAR | - | - | - | 4 100 000 | (318 141) | 3 781 859 |
| - FG 6 ATD SICAR | - | - | - | 3 450 000 | - | 3 450 000 |
| TOTAL EN DT | | | | 19 383 020 | (1 770 738) | 17 612 282 |

Principales acquisitions et cessions d'immobilisations financières postérieures au 30/06/2013 :

Néant

4.1.3. Créances sur la clientèle, opérations de leasing

| (en Dinars) | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Créances sur contrats mis en force | 400 441 516 | 363 221 516 | 383 457 542 |
| + Encours financiers | 373 992 287 | 342 421 217 | 360 846 747 |
| + Impayés | 25 720 936 | 20 655 777 | 21 661 734 |
| + Créances- assurance matériel en leasing | 124 959 | 134 543 | 127 040 |
| + Créances- factures à établir | 675 810 | 528 161 | 676 181 |
| + Valeurs à l'encaissement | 1 704 828 | 1 080 889 | 1 871 561 |
| - Intérêts échus différés | (1 777 305) | (1 599 072) | (1 725 721) |
| Créances sur contrats en instance de mise en force | 6 000 378 | 9 860 353 | 4 519 050 |
| Total brut des créances leasing | 406 441 894 | 373 081 868 | 387 976 593 |
| Provisions individuelles sur les actifs des classes B2, B3 et B4 | (21 791 823) | (17 404 106) | (20 097 190) |
| Provisions collectives sur les actifs des classes A et B1 | (3 080 521) | (2 827 764) | (3 080 521) |
| Produits réservés | (2 646 712) | (1 923 385) | (2 349 971) |
| Total net des créances leasing | 378 922 837 | 350 926 613 | 362 448 911 |

| | Financement | Capital amorti | Encours financier |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Soldes au 31 décembre 2012 | 921 140 164 | 560 293 417 | 360 846 747 |
| Capital amorti des anciens contrats | - | 64 855 236 | (64 855 236) |
| Ajouts de la période | 102 164 452 | 16 276 518 | 85 887 934 |
| Investissements (Nouveaux contrats) | 98 695 361 | 15 900 112 | 82 795 249 |
| Relocations | 3 469 091 | 376 406 | 3 092 685 |
| Retraits de la période | (42 371 468) | (34 484 310) | (7 887 158) |
| Cessions à la valeur résiduelle | (23 018 929) | (22 949 310) | (69 619) |
| Cessions anticipées | (9 095 115) | (6 405 488) | (2 689 627) |
| Transferts (cessions) | (4 000 875) | (2 351 304) | (1 649 571) |
| Relocations | (6 256 549) | (2 778 208) | (3 478 341) |
| Soldes au 30 juin 2013 | 980 933 148 | 606 940 861 | 373 992 287 |

Répartition de l'encours par maturité

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| + Paiements minimaux sur contrats actifs | 426 236 066 | 391 727 798 | 413 737 835 |
| à recevoir dans moins d'1 an | 157 814 190 | 139 727 917 | 154 606 845 |
| à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 256 302 525 | 244 497 783 | 246 248 678 |
| à recevoir dans plus de 5 ans | 12 119 351 | 7 502 099 | 12 882 312 |
| - Produits financiers non acquis | (57 717 936) | (54 172 107) | (57 618 532) |
| = Investissement net dans les contrats actifs (1) | 368 518 130 | 337 555 691 | 356 119 303 |
| à recevoir dans moins d'1 an | 131 906 775 | 116 678 682 | 127 673 022 |
| à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 225 715 646 | 214 156 878 | 217 022 763 |
| à recevoir dans plus de 5 ans | 10 895 709 | 6 720 131 | 11 423 518 |
| Valeurs résiduelles (2) | 346 823 | 506 087 | 410 204 |
| Contrats suspendus ordinaires (3) | - | - | - |
| Contrats suspendus en contentieux (4) | 5 127 335 | 4 359 438 | 4 317 240 |
| Total général (1) + (2) + (3) + (4) | 373 992 287 | 342 421 217 | 360 846 747 |

4.2. Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2013

4.2.1. Bilan intermédiaire au 30/06/2013

(en Dinars)

| | Notes | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|-----------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | 2 013 | 2 012 | décembre 2 012 |
| ACTIF | | | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités | 5 | 5 277 559 | 9 356 674 | 7 282 788 |
| Placements à court terme | | - | - | - |
| Créances issues d'opérations de leasing | 6 | 378 922 837 | 350 926 613 | 362 448 911 |
| Placements à long terme | 7 | 17 963 418 | 18 872 543 | 18 635 943 |
| Valeurs immobilisées | | | | |
| <i>a- Immobilisations incorporelles</i> | 8 | 93 839 | 92 680 | 74 277 |
| <i>b- Immobilisations corporelles</i> | 9 | 4 100 774 | 4 271 268 | 4 054 349 |
| Autres actifs | 10 | 8 369 288 | 11 710 095 | 8 659 129 |
| Total de l'actif | | 414 727 715 | 395 229 874 | 401 155 398 |
| PASSIF | | | | |
| Concours bancaires et dettes rattachées | 11 | 1 874 436 | - | 1 761 852 |
| Emprunts et dettes rattachées | 12 | 301 690 466 | 306 219 543 | 297 201 958 |
| Dettes envers la clientèle | 13 | 7 806 621 | 9 647 720 | 3 620 376 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 14 | 33 389 508 | 24 559 799 | 27 195 744 |
| Autres passifs | 15 | 2 372 408 | 6 606 483 | 3 177 667 |
| Total du passif | | 347 133 437 | 347 033 546 | 332 957 597 |
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| Capital | | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Réserves | | 39 097 141 | 28 397 106 | 38 397 106 |
| Résultats reportés | | 700 660 | 192 934 | 192 934 |
| Résultat de l'exercice | | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Total des capitaux propres | 16 | 67 594 278 | 48 196 328 | 68 197 800 |
| Total passif et capitaux propres | | 414 727 715 | 395 229 874 | 401 155 398 |

4.2.2. Etat de résultat intermédiaire au 30/06/2013

| | | Au 30 Juin | | (en Dinars) |
|--|-----------|-------------------|-------------------|----------------------|
| | Notes | 2 013 | 2 012 | Au 31 décembre 2 012 |
| Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing | | 16 948 760 | 16 182 975 | 33 158 360 |
| Autres produits sur opérations de leasing | | 566 991 | 532 732 | 968 848 |
| Total des produits de leasing | 17 | 17 515 751 | 16 715 707 | 34 127 209 |
| Charges financières nettes | 18 | (8 769 383) | (7 964 563) | (16 564 648) |
| Produits des placements | 19 | 340 890 | 104 383 | 361 977 |
| PRODUIT NET DE LEASING | | 9 087 259 | 8 855 527 | 17 924 538 |
| Autres produits d'exploitation | 20 | 115 066 | 161 704 | 293 987 |
| Charges de personnel | 21 | (1 986 536) | (1 764 297) | (3 812 506) |
| Autres charges d'exploitation | 22 | (1 150 902) | (1 162 379) | (2 331 545) |
| Dotations aux amortissements et aux résorptions | 23 | (257 072) | (241 379) | (545 587) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS | | 5 807 815 | 5 849 176 | 11 528 887 |
| Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées | 24 | (1 597 749) | (2 373 185) | (4 300 513) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres | 25 | (131 827) | (27 261) | (419 874) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 4 078 239 | 3 448 730 | 6 808 499 |
| Autres gains ordinaires | | 69 028 | 2 894 | 150 691 |
| Autres pertes ordinaires | | (52 632) | (2 328) | (282 579) |
| RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT | | 4 094 636 | 3 449 296 | 6 676 611 |
| Impôt sur les bénéfices | 26 | (1 298 159) | (843 008) | (2 068 850) |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Résultat par action | 16 | 0,112 | 0,137 (*) | 0,239 |

*Information retraitée à des fins comparatives (c.f. note 16)

4.2.3. Tableau des engagements hors bilan au 30/06/2013

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|---|-------------------|-------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| 1. PASSIFS EVENTUELS | - | - | - |
| Total en DT | - | - | - |
| 2. ENGAGEMENTS DONNES | | | |
| - Accords de financement prêt à mettre en force | 13 513 417 | 15 928 950 | 20 258 255 |
| - Autres Engagements donnés | - | - | - |
| - Traités de garanties sur crédit CITIBANK | 15 000 000 | 15 000 000 | 20 000 000 |
| Total en DT | 28 513 417 | 30 928 950 | 40 258 255 |
| 3. ENGAGEMENTS RECUS | | | |
| - Hypothèques reçues | 10 686 841 | 7 196 196 | 9 610 580 |
| - Dépôts affectés | - | - | - |
| - Intérêts à échoir sur crédits leasing | 57 717 936 | 54 172 107 | 57 618 532 |
| Total en DT | 68 404 777 | 61 368 303 | 67 229 112 |
| 4. ENGAGEMENTS RECIPROQUES | | | |
| - Crédits consentis non encore versés | 6 000 378 | 9 860 353 | 4 519 050 |
| - Opérations de portage | 217 244 | 217 244 | 217 244 |
| Total en DT | 6 217 622 | 10 077 596 | 4 736 294 |

4.2.4. Etat de flux de trésorerie intermédiaire au 30/06/2013

| | Notes | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|-------|--------------------|--------------------|---------------------|
| | | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation | | | | |
| Encaissements clients de leasing | | 119 470 394 | 109 863 883 | 225 048 982 |
| Décaissements fournisseurs de leasing | | (106 102 880) | (97 663 607) | (208 353 570) |
| Encaissements autres que leasing | | 34 458 | 168 586 | 259 118 |
| Décaissements autres que leasing | | (3 139 470) | (3 288 343) | (5 262 608) |
| Décaissements personnel | | (1 384 870) | (1 011 569) | (2 168 108) |
| Intérêts payés | | (7 745 273) | (5 381 411) | (15 158 349) |
| Intérêts perçus | | 303 062 | 409 605 | 480 789 |
| Impôts et taxes payés à l'Etat | | (4 205 606) | (2 267 614) | (5 317 106) |
| <i>Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation</i> | | (2 770 184) | 829 530 | (10 470 851) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | | |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations propres | | (257 366) | (68 795) | (80 181) |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations propres | | 63 100 | 1 500 | 18 000 |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières | | - | (2 000 000) | (2 000 000) |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières | | 587 230 | 250 000 | 300 000 |
| <i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement</i> | | 392 964 | (1 817 295) | (1 762 181) |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | | | | |
| Encaissements suite à l'émission d'actions | | - | - | 18 000 000 |
| Dividendes et autres distributions | | (3 634 993) | - | (3 613 992) |
| Encaissements provenant des emprunts | | 128 500 000 | 95 690 000 | 211 190 000 |
| Remboursement des emprunts | | (124 605 600) | (102 350 128) | (224 826 607) |
| <i>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement</i> | | 259 407 | (6 660 128) | 749 401 |
| Variation de trésorerie | | (2 117 813) | (7 647 893) | (11 483 631) |
| Trésorerie en début de période | | 5 520 937 | 17 004 567 | 17 004 567 |
| Trésorerie à la clôture de la période | 27 | 3 403 124 | 9 356 674 | 5 520 937 |

4.2.5. Notes aux états financiers arrêtés au 30 juin 2013

Note 1. Présentation de la société et de son régime fiscal :

(a) Présentation de la société

L'Arab Tunisian Lease (ATL) est un établissement de crédit créé sous forme de société anonyme de droit tunisien le 04 décembre 1993.

Elle a été autorisée à exercer son activité, en qualité d'établissement financier de leasing le 18 janvier 1993.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant notamment sur les biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, commercial, agricole, de pêche, de service ou autres.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2001-65 du 10 Juillet 2001 relative aux établissements de crédit, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2006-19 du 02 mai 2006, ainsi que par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

L'ATL a été introduite au premier marché de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT), le 19 décembre 1997, par voie de mise en vente à un prix minimal. La diffusion des titres dans le public a porté sur 20% du capital social.

Son siège social, est sis à Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène.

Le capital social, fixé initialement à 10.000.000 DT, a été porté à 17.000.000 DT suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 21 mai 2008 puis à 25.000.000 DT par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2012. Le capital est divisé en 25.000.000 actions de valeur nominale égale à 1 DT chacune.

La structure du capital se présente, au 30 juin 2013, comme suit :

| | Nombre d'actions et de droits de vote | Participation en DT | % du capital et des droits de vote |
|---------------------------------|---|------------------------|--|
| ARAB TUNISIAN BANK "ATB" | 8 154 021 | 8 154 021 | 32,62% |
| ENNAKL | 2 666 921 | 2 666 921 | 10,67% |
| BANQUE NATIONALE AGRICOLE "BNA" | 2 500 000 | 2 500 000 | 10,00% |
| DRISS MOHAMED SADOK | 987 500 | 987 500 | 3,95% |
| SEFINA SICAF | 937 500 | 937 500 | 3,75% |
| PIRECO | 750 000 | 750 000 | 3,00% |
| FOUNDERS CAPITAL PARTNERS | 500 000 | 500 000 | 2,00% |
| BEN AMMAR CHEDLI | 255 538 | 255 538 | 1,02% |
| DRISS BEN SADOK MOHAMED | 252 395 | 252 395 | 1,01% |
| CURAT | 248 415 | 248 415 | 0,99% |
| JAIEZ MOUNIR | 245 230 | 245 230 | 0,98% |
| MEZNI JALILA | 235 632 | 235 632 | 0,94% |
| AUTRES ACTIONNAIRES | 7 266 848 | 7 266 848 | 29,07% |
| Total Général | 25 000 000 | 25 000 000 | 100% |

(b) Régime fiscal de la société

(b-1)- Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,1% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

(b-2)- Taxe sur la valeur ajoutée :

De par son statut d'établissement financier de leasing, l'ATL est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi des finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

L'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007.
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2008.

(b-3)-Autres impôts et taxes :

L'ATL est, essentiellement, soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L), conformément aux dispositions de l'article 35 du code de la fiscalité locale. Pour les contrats de leasing conclus avant le 1^{er} janvier 2008, la taxe est assise sur les redevances de crédit-bail TVA incluse. Pour ceux conclus après ladite date, la taxe est assise uniquement sur les marges financières TVA incluse. L'article 50 de la loi n° 2012-01 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 a supprimé le plafond de 100.000 DT prévu par l'article 38 III du code de la fiscalité locale et ce à partir du 1^{er} janvier de la même année.
- La taxe de formation professionnelle perçue sur la base d'une déclaration mensuelle et calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.
- La Contribution au FO.PRO.LOS perçue sur la base d'une déclaration mensuelle et calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

Note 2. Référentiel d'élaboration des états financiers intermédiaires

(a) Déclaration de conformité

Les états financiers semestriels au 30 juin 2013 ont été préparés conformément à la norme comptable NCT 19 relative aux états financiers intermédiaires.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers annuels au 31 décembre.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le Système Comptable des Entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ;
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes et notamment par la circulaire n° 2012-09 du 29 juin 2012, ainsi que les circulaires de la BCT n° 2011-04 du 12 avril 2011 et n° 2012-02 du 11 janvier 2012.

L'ATL applique, en outre, et en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le Système Comptable des Entreprises, certaines dispositions contenues dans les normes internationales d'informations financières (IFRS). Il s'agit des normes suivantes :

- *IAS 19 – Avantages au personnel.*
- *IAS 21 – Effets des variations des cours des monnaies étrangères.*
- *IAS 33 – Résultat par action.*
- *IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation.*

L'ATL considère que les dispositions contenues dans ces normes et traitant des avantages au personnel, des relations de couverture contre le risque de change ainsi que du calcul du résultat de base et du résultat dilué par action, n'ayant pas de similaire en Tunisie, ne sont pas incompatibles avec le référentiel comptable appliqué et peuvent donc être utilisées à titre d'orientation.

Pour présenter ses états financiers de synthèse, l'ATL ne recourt pas aux modèles annexés à la norme générale NCT 01.

En effet, et en raison des limites reconnues aux modèles standards et leur incapacité à répondre aux spécificités de l'activité des établissements financiers de leasing, l'ATL a adopté, depuis l'exercice clos le 31 décembre 2009, des modèles qui s'inscrivent en harmonie avec les prescriptions de la norme comptable NCT 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, à savoir :

- Le classement des actifs et des passifs par référence à leur nature en privilégiant un ordre décroissant de leur liquidité et de leur exigibilité plutôt que par référence à la distinction des éléments courants de ceux non courants.
- La présentation des postes d'actifs pour leur valeur nette comptable. Les informations relatives aux valeurs brutes ainsi qu'aux comptes correcteurs qui leurs sont rattachées (amortissements cumulés, provisions pour dépréciation et produits réservés) seront fournies au niveau des notes aux états financiers.
- La présentation des engagements hors bilan dans une composante de synthèse faisant partie intégrante des états financiers.

(b) Utilisation d'hypothèses et estimations

Le processus d'établissement des états financiers intermédiaires en conformité avec la norme NCT 19, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers, qu'il s'agisse de la valorisation de certains actifs et passifs ou de certains produits et charges.

Ces estimations, construites selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes subséquentes éventuellement affectées par le changement.

Dans le cadre de la préparation des états financiers intermédiaires au 30 juin 2013, l'utilisation d'hypothèses et d'estimations a porté principalement, comme lors de l'établissement des états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur les éléments suivants :

- Dépréciation des créances issues des opérations de leasing : La Direction procède à la fin du premier semestre de chaque année à un test de dépréciation, à base individuelle, des créances issues des opérations de leasing conformément à la démarche décrite au niveau de la note 3 (c-2).

Par souci de prudence, la société n'a pas révisé au 30 juin 2013 la provision collective, à base de portefeuille, estimée au 31 décembre 2012 à 3.080.521 DT.

- Dépréciation des placements à long terme : les provisions pour dépréciation des placements à long terme sont réexaminées par la Direction à l'issue de chaque arrêté semestriel.

Concernant la charge courante d'impôt sur les bénéfices enregistrée dans les comptes intermédiaires, celle-ci est calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt de la période, le taux d'imposition moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

(c) Utilisation du jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la direction de l'ATL a fait usage de jugements pour définir le traitement comptable adéquat de certaines transactions notamment lorsque le Système Comptable des Entreprises en vigueur ne traite pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Cela a été le cas, en particulier, pour la comptabilisation des relations de couverture contre le risque de change [Cf. note 3 (c-7)], pour la comptabilisation des avantages au personnel [Cf. note 3 (c-9)] et pour le calcul du résultat de base par action [Cf. note 3 (c-12)].

(d) Saisonalité

L'activité de l'ATL n'est pas saisonnière.

Note 3. Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par l'ATL pour l'établissement de ses états financiers intermédiaires peuvent être résumés comme suit :

(a) Bases de mesure

Au 30 juin 2013, les états financiers intermédiaires ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

(b) Unité monétaire

Les états financiers intermédiaires de l'ATL sont libellés en Dinar Tunisien.

(c) Sommaire des principales méthodes comptables

(c-1)- Créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing conclus par l'ATL portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre trois et sept ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Ces contrats transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Conformément à la norme NCT 41 relative aux contrats de location, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement, selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location sont les paiements que le preneur est, ou peut-être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location, et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux du bailleur.

Pour le cas spécifique de l'ATL :

- a- La valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- b- Les coûts directs initiaux (frais de dossier, enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat

L'ATL vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de

location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

(c-2)- Dépréciation des créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés depuis trois mois au moins ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté.
- L'octroi au preneur, pour des raisons économiques ou juridiques liées à des difficultés financières de restructurations qu'il n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances.
- Le transfert à contentieux.

Le test de dépréciation, à base individuelle, repose sur la démarche suivante :

1- Classification, de tous les actifs de l'établissement en vue de distinguer les engagements "non douteux" relevant des classes A et B1 et les engagements "douteux" relevant des classes B2, B3 et B4. (*Article 8 de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991*)

2- Estimation *individualisée* et régulière des provisions pour dépréciation requises sur les engagements douteux pris individuellement, sur la base des taux minimums par classe de risque tels que prévus par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

| | |
|--------------------------------|------|
| B2- Actifs incertains | 20% |
| B3- Actifs préoccupants | 50% |
| B4- Actifs compromis | 100% |

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut (encours financier majoré des impayés, des intérêts de retard et des autres facturations par note de débit des frais de déplacement, des frais de rejet,...) déduction faite :

- des produits réservés (marges financières, intérêts de retard et autres produits),
- de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing adossés aux actifs incertains (classe B2) et préoccupants (classe B3), et
- de la valeur d'expertise du matériel récupéré ou la valeur de remboursement de l'assurance du matériel volé ou en état d'épave pour tous les concours douteux (classes B2, B3 et B4)

Les principes retenus pour l'appréciation de la valeur de réalisation attendue des biens loués adossés aux engagements classés en B2 et en B3, sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Les garanties réelles comprenant les cautions bancaires, les actifs financiers affectés, les dépôts de garantie ainsi que les hypothèques inscrites n'ont pas été prises en compte en déduction pour le calcul des provisions sur les relations classées.

En ce qui concerne les créances rééchelonnées en 2011, et en application de la circulaire de la BCT n° 2011-04 du 12 avril 2011 relative aux mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques affectées par des retombées des derniers événements, ces créances ont été considérées comme de nouveaux financements et sont classées à ce titre conformément aux critères usuels précités.

Les produits et intérêts demeurés impayés à la date de rééchelonnement ont été réservés conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2012-02 du 11 janvier 2012, et ce, indépendamment de la classification de la créance rééchelonnée.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

Les contreparties non dépréciées individuellement et relevant des classes A et B1, font l'objet, à partir de l'exercice clos le 31 décembre 2011, d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes combinant les couples (secteur d'activité - nature du bien donné en leasing) et ce conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la circulaire de la BCT n° 2012-02 du 11 janvier 2012 et de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 tel qu'ajouté par l'article 4 de la circulaire de la BCT n° 2012-09 du 29 juin 2012.

Cette analyse s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par la société ATL.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

(c-3)- Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Le revenu net de l'opération de leasing pour l'ATL correspond au montant d'intérêts des créances et figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé "Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing".

Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts (marge financière) de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les préloyers sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force. Ils correspondent, aussi, aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés périodiquement.

Les marges financières et intérêts de retard courus et demeurant impayés à la date de clôture et relatives aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

Les autres marges financières sont portées au résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les agios relatifs aux impayés compensés par les plus-values de remplacement sont généralement réservés pour la partie non couverte par les règlements des nouveaux repreneurs.

(c-4)- Placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme et les placements à long terme.

Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur du marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

Placements à long terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré direct ainsi

que les fonds à capital risque confiés à des SICAR en gestion pour compte dans le cadre de la stratégie d'optimisation fiscale de la société.

Les placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme, figurent, en outre, parmi les éléments de cette rubrique.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme, autres que les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré direct ou indirect (imputées sur les ressources propres ou sur les fonds à capital risque confiés en gestion pour compte) sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Les participations-financements objet de conventions de portage rémunéré qui, en substance, établissent une relation de créancier-débiteur entre la société et l'entité émettrice, sont évalués, à partir de l'exercice clos le 31 décembre 2011, conformément aux dispositions de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, en considérant l'antériorité des échéances impayées pour la détermination du taux de provisionnement applicable à l'engagement brut (principal à échoir majoré du principal impayé) réduit à hauteur de la valeur mathématique de la participation.

Revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

(c-5)- Emprunts et les charges y afférentes

Initialement, les emprunts portant intérêts sont comptabilisés, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique "Emprunts et dettes rattachées" et sont valorisés à leur coût initial. Les coûts de transaction y afférents tels que les commissions de placement et de mise en place versés aux intermédiaires sont, initialement, imputés en charges reportées parmi les autres postes d'actif, et amortis systématiquement sur la durée de l'emprunt, au prorata des intérêts courus.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés, aux taux faciaux contractuels, parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Ultérieurement, les intérêts courus et non échus calculés aux taux faciaux contractuels figurent au passif du bilan en tant que dettes rattachées parmi les éléments de la même rubrique abritant le principal dû.

(c-6)- Conversion des emprunts libellés en monnaies étrangères

Initialement, les emprunts libellés en monnaies étrangères sont converties en dinars selon le taux de change en vigueur à la date de déblocage.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ces emprunts sont actualisés sur la base du cours de change de clôture. Les différences de change (pertes ou profits), en découlant, sont imputées en résultat conformément à la norme internationale d'information financière, IAS 21 -Effets des variations des cours des monnaies étrangères.

(c-7)- Relations de couverture contre le risque de change

Les lignes de crédit extérieures contractées par l'ATL sont admises à la garantie du "fonds de péréquation des changes" institué par l'article 18 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999 et dont la gestion est confiée à la société "Tunis-Ré" en vertu d'une convention conclue avec le ministère des finances.

La garantie au titre de la couverture des pertes résultant de la fluctuation des taux de change des emprunts extérieurs est accordée contre le versement par l'ATL d'une contribution au profit du fonds dont le niveau et les modalités de perception sont décidées par une commission interministérielle conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 fixant les modalités de fonctionnement dudit fonds.

La fraction encourue, à la date de reporting, desdites contributions est rapportée au résultat, prorata temporis, et figure parmi les éléments de la rubrique "charges financières nettes".

Au sens de la norme internationale d'information financière, IAS 39 -Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, la garantie du fonds constitue, en substance, un instrument financier dérivé (instrument de couverture) destiné à neutraliser l'impact de la fluctuation du cours de change sur le solde monétaire des emprunts extérieurs et des dettes rattachées (élément couvert).

L'instrument de couverture est initialement comptabilisé à sa juste valeur nulle, en raison de l'absence d'un déboursé à la notification de l'accord de garantie. Ultérieurement, il est réévalué au bilan à sa juste valeur, correspondant au risque de change encouru et estimé à la date de reporting, par le biais du compte de résultat "Gains et pertes nets sur instruments de couverture". Symétriquement, cette réévaluation neutralise l'impact sur le résultat de l'actualisation des éléments couverts pour le risque de change considéré.

(c-8)- Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations incorporelles acquises ou créées sont constituées d'actifs non monétaires identifiables sans substance physique. Les immobilisations corporelles, comprennent les éléments physiques et tangibles durables susceptibles de générer, au profit de la société, des avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont initialement comptabilisées au coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées au coût diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles est constaté, à partir de leur date de mise en service selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité présentées dans le tableau ci-dessous (en années et converties en taux d'amortissement).

| | | |
|--|-----------------|---------|
| • Logiciels | 3 ans | 33,3% |
| • Constructions | 20 ans & 50 ans | 5% & 2% |
| • Matériel de transport | 5 ans | 20,0% |
| • Mobilier et matériel de bureau | 10 ans | 10,0% |
| • Matériel informatique | 3 ans | 33,3% |
| • Agencements, aménagements et installations | 10 ans | 10,0% |

(c-9)- Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de l'ATL sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ainsi que les cotisations de sécurité sociale liées aux régimes des prestations familiales, d'assurance sociale, d'assurance maladie et de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par les cotisations aux régimes de retraite de base et de retraite complémentaire ainsi que par les compléments de retraite et l'indemnité de départ à la retraite prévue par l'article 53 de la convention collective sectorielle du personnel des banques et des établissements financiers.

Avantages à court terme

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément la norme internationale d'information financière IAS 19 – *avantages au personnel*, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "*régimes à cotisations définies*" ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations ou des primes d'assurance appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "*régimes à prestations définies*" sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société nécessitant évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Pour le personnel de l'ATL, les avantages postérieurs à l'emploi relèvent, exclusivement, de régimes à cotisations définies. En effet, l'ATL cotise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) au titre des régimes nationaux de retraite de base et complémentaire. En outre, l'ATL, a mis en place, par accord d'entreprise conclu avec une compagnie d'assurance vie, une retraite par capitalisation. A ce titre, les salariés bénéficieront au moment de leur départ en retraite d'un capital ou d'une rente viagère venant s'ajouter aux pensions servies par les régimes nationaux.

Par ailleurs l'ATL a souscrit au profit de son personnel une assurance de départ à la retraite pour couvrir le versement d'une indemnité de départ à la retraite égale à huit fois le dernier salaire mensuel brut.

(c-10)- Frais préliminaires engagés ultérieurement à la création de la société :

Les frais préliminaires engagés par la société ultérieurement à sa création, notamment ceux encourus à l'occasion d'une augmentation de capital sont portés à l'actif du bilan sous l'intitulé "charges reportées", dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies :

- Les frais sont nécessaires à l'action de développement envisagée ;
- Les frais sont de nature marginale (autrement dit, ils peuvent être individualisés et se rattachent entièrement et uniquement à l'action de développement envisagée) ;

- il est probable que les activités futures de la société, y compris celles résultant de l'action de développement envisagée, permettront de récupérer les frais engagés.

La résorption des frais d'augmentation de capital, prend effet à compter de l'exercice de leur engagement selon le mode linéaire et sur une durée de trois ans.

(c-11)- Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

(c-12)- Résultat de base par action :

L'objectif du résultat de base par action est de fournir une mesure de la quote-part de chaque porteur d'action ordinaire en circulation dans la performance de l'entité au cours d'une période comptable.

Conformément à la norme internationale d'information financière IAS 33 – *Résultat par action*, le résultat de base par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période correspond au nombre d'actions ordinaires en circulation en début de période diminué des actions propres, ajusté des actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période en pondérant par un facteur temps.

Le facteur de pondération est égal au nombre de jours où les actions sont en circulation par rapport au nombre total de jours de la période, une approximation de la moyenne pondérée étant toutefois autorisée.

Les actions ordinaires sont prises en compte dans le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à compter de la date à laquelle la contrepartie est recouvrable (généralement la date d'émission, en tenant compte des modalités de leur émission et de la substance de tout contrat associé à l'émission).

Lorsque des actions gratuites sont émises, le nombre d'actions ordinaires en circulation augmente sans augmentation des ressources. En conséquence, le nombre d'actions ordinaires en circulation avant l'événement est ajusté au prorata de la modification du nombre d'actions ordinaires en circulation comme si l'événement s'était produit à l'ouverture de la première période présentée.

Note 4. Faits marquants de la période :

Le premier semestre clos le 30 juin 2013, a été marqué par les faits suivants :

4-1. La légère augmentation des mises en force de 0,9% et ce en passant de 107,3 MDT au cours du premier semestre de l'année 2012 à 108,3 MDT au cours du premier semestre de l'année 2013.

4-2. La légère baisse du produit net de leasing (hors produits des placements) de 0,05% en passant de 8.751.144 DT au 30 juin 2012 à 8.746.368 DT au 30 juin 2013 et ce par l'effet de l'augmentation des charges financières nettes de 10,11% contre une évolution des produits de leasing de 4,79% seulement.

4-3. La baisse substantielle du coût du risque de 28,74% en passant de 2.378.172 DT au 30 juin 2012 à 1.694.633 DT au 30 juin 2013.

4-4. L'augmentation du résultat net de la période de 7,30% en passant de 2.606.288 DT au 30 juin 2012 à 2.796.478 DT au 30 juin 2013.

Note 5. Liquidités et équivalents de liquidités :

Le solde de cette rubrique s'élève à 5.277.559 DT au 30 juin 2013 contre 9.356.674 DT au 30 juin 2012 se détaillant ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--------------|------------------|------------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Banques | 5 224 810 | 9 313 595 | 7 266 321 |
| Caisses | 52 749 | 43 080 | 16 467 |
| Total | 5 277 559 | 9 356 674 | 7 282 788 |

Note 6. Créances issues d'opérations de leasing :

Au 30 juin 2013, les créances issues d'opérations de leasing présentent un solde net de 378.922.837 DT contre un solde net de 350.926.613 DT au 30 juin 2012 se détaillant comme suit :

| | | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|------------|--------------------|--------------------|---------------------------|
| | | 2 013 | 2 012 | |
| Créances sur contrats mis en force | | 400 441 516 | 363 221 516 | 383 457 542 |
| + Encours financiers | 6.1 | 373 992 287 | 342 421 217 | 360 846 747 |
| + Impayés | | 25 720 936 | 20 655 777 | 21 661 734 |
| + Créances- assurance matériel en leasing | | 124 959 | 134 543 | 127 040 |
| + Créances- factures à établir | | 675 810 | 528 161 | 676 181 |
| + Valeurs à l'encaissement | | 1 704 828 | 1 080 889 | 1 871 561 |
| - Intérêts échus différés | | (1 777 305) | (1 599 072) | (1 725 721) |
| Créances sur contrats en instance de mise en force | | 6 000 378 | 9 860 353 | 4 519 050 |
| Total brut des créances leasing | | 406 441 894 | 373 081 868 | 387 976 593 |
| A déduire couverture | | | | |
| Provisions individuelles sur les actifs des classes B2, B3 et B4 | | (21 791 823) | (17 404 106) | (20 097 190) |
| Provisions collectives sur les actifs des classes A et B1 | | (3 080 521) | (2 827 764) | (3 080 521) |
| Produits réservés | | (2 646 712) | (1 923 385) | (2 349 971) |
| Total net des créances leasing | 6.2 | 378 922 837 | 350 926 613 | 362 448 911 |

6.1. Encours financiers :

Les encours financiers sur contrats de leasing totalisent au 30 juin 2013 la somme de 373.992.287DT contre 342.421.217 DT au 30 juin 2012.

Par rapport au 31 décembre 2012, les encours financiers ont enregistré un accroissement net de 13.145.540 DT expliqué comme suit :

| | Financement | Capital amorti | Encours financier |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Soldes au 31 décembre 2012 | 921 140 164 | 560 293 417 | 360 846 747 |
| Capital amorti des anciens contrats | - | 64 855 236 | (64 855 236) |
| Ajouts de la période | 102 164 452 | 16 276 518 | 85 887 934 |
| Investissements (Nouveaux contrats) | 98 695 361 | 15 900 112 | 82 795 249 |
| Relocations | 3 469 091 | 376 406 | 3 092 685 |
| Retraits de la période | (42 371 468) | (34 484 310) | (7 887 158) |
| Cessions à la valeur résiduelle | (23 018 929) | (22 949 310) | (69 619) |
| Cessions anticipées | (9 095 115) | (6 405 488) | (2 689 627) |
| Transferts (cessions) | (4 000 875) | (2 351 304) | (1 649 571) |
| Relocations | (6 256 549) | (2 778 208) | (3 478 341) |
| Soldes au 30 juin 2013 | 980 933 148 | 606 940 861 | 373 992 287 |

L'analyse des encours financiers par maturité se présente comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| + Paiements minimaux sur contrats actifs | 426 236 066 | 391 727 798 | 413 737 835 |
| à recevoir dans moins d'1 an | 157 814 190 | 139 727 917 | 154 606 845 |
| à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 256 302 525 | 244 497 783 | 246 248 678 |
| à recevoir dans plus de 5 ans | 12 119 351 | 7 502 099 | 12 882 312 |
| - Produits financiers non acquis | (57 717 936) | (54 172 107) | (57 618 532) |
| = Investissement net dans les contrats actifs (1) | 368 518 130 | 337 555 691 | 356 119 303 |
| à recevoir dans moins d'1 an | 131 906 775 | 116 678 682 | 127 673 022 |
| à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans | 225 715 646 | 214 156 878 | 217 022 763 |
| à recevoir dans plus de 5 ans | 10 895 709 | 6 720 131 | 11 423 518 |
| Valeurs résiduelles (2) | 346 823 | 506 087 | 410 204 |
| Contrats suspendus ordinaires (3) | - | - | - |
| Contrats suspendus en contentieux (4) | 5 127 335 | 4 359 438 | 4 317 240 |
| Total général (1) + (2) + (3) + (4) | 373 992 287 | 342 421 217 | 360 846 747 |

6.2. Analyse et classification des créances sur la clientèle :

| | ANALYSE PAR CLASSE | | | | | TOTAL | Dont leasing immobilier |
|--|----------------------|--|--------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| | A Actifs courants | B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier | B 2 Actifs incertains | B 3 Actifs préoccupants | B 4 Actifs compromis | | |
| Encours financiers | 293 589 220 | 62 143 168 | 3 986 547 | 2 054 052 | 12 219 300 | 373 992 287 | 23 562 458 |
| Impayés | 2 074 383 | 6 105 198 | 1 217 021 | 1 059 566 | 15 264 768 | 25 720 936 | 1 214 830 |
| Créances- assurance matériel en leasing | 113 582 | 4 872 | 394 | - | 6 111 | 124 959 | - |
| Créances- factures à établir | 654 149 | 21 661 | - | - | - | 675 810 | 166 886 |
| Valeurs à l'encaissement | 708 489 | 675 511 | 85 082 | 178 062 | 57 684 | 1 704 828 | 48 134 |
| Intérêts échus différés | (1 375 297) | (321 433) | (22 688) | (11 143) | (46 744) | (1 777 305) | (111 115) |
| Contrats en instance de mise en force | 5 497 101 | 503 276 | - | - | - | 6 000 378 | 231 000 |
| CREANCES LEASING | 301 261 628 | 69 132 254 | 5 266 356 | 3 280 537 | 27 501 119 | 406 441 894 | 25 112 194 |
| Avances reçues (*) | (7 494 244) | (13 987) | - | - | (298 390) | (7 806 621) | (800 910) |
| ENCOURS GLOBAL | 293 767 384 | 69 118 267 | 5 266 356 | 3 280 537 | 27 202 729 | 398 635 273 | 24 311 284 |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | 13 012 427 | 500 990 | - | - | - | 13 513 417 | - |
| TOTAL ENGAGEMENTS | 306 779 811 | 69 619 257 | 5 266 356 | 3 280 537 | 27 202 729 | 412 148 690 | 24 311 284 |
| Produits réservés | - | - | (142 301) | (120 907) | (2 383 505) | (2 646 712) | (150 071) |
| Provisions à base individuelle | - | - | (224 391) | (263 691) | (21 303 741) | (21 791 823) | (992 689) |
| COUVERTURE DES ACTIFS CLASSES EN B2, B3 ET B4 | - | - | (366 692) | (384 599) | (23 687 245) | (24 438 536) | (1 142 760) |
| Provisions à base collective | (2 474 296) | (606 225) | - | - | - | (3 080 521) | |
| COUVERTURE DES ACTIFS CLASSES EN A ET B1 | (2 474 296) | (606 225) | - | - | - | (3 080 521) | |
| ENGAGEMENTS NETS | 304 305 515 | 69 013 032 | 4 899 664 | 2 895 938 | 3 515 484 | 384 629 634 | |
| Ratio des actifs bilantiels non performants (B2, B3 et B4) | | | 1,32% | 0,82% | 6,82% | | |
| | | | | 8,97% | | | |
| Ratio de couverture des actifs non performants par les provisions et agios réservés | | | 6,96% | 11,72% | 87,08% | | |
| | | | | 68,36% | | | |

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

Note 7. Placements à long terme :

Le portefeuille d'investissement et des créances rattachées de la société s'élève au 30 juin 2013 à 17.963.418 DT contre 18.872.543 DT au 30 juin 2012. Cette rubrique se détaille comparativement comme suit :

| | | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Portefeuille investissement (1) | 7.1 | 19 383 020 | 20 020 250 | 19 970 250 |
| Participations directes | | 4 309 811 | 4 309 811 | 4 309 811 |
| Participations en portage | | 217 244 | 217 244 | 217 244 |
| Fonds à capital risque confiés en gestion pour compte | | 14 855 965 | 15 493 195 | 15 443 195 |
| Créances rattachées (2) | | 442 480 | 189 935 | 395 948 |
| Intérêts courus sur portage financement | | 91 344 | 91 344 | 91 344 |
| Produits à recevoir sur fonds à capital risque | 7.1 | 351 136 | 98 591 | 304 604 |
| Total brut (1) + (2) | | 19 825 500 | 20 210 185 | 20 366 199 |
| A déduire couverture | | | | |
| Provisions pour dépréciation des participations directes | 7.1 | (500 133) | (346 508) | (500 133) |
| Provisions pour dépréciation des participations en portage | 7.1 | (217 244) | (217 244) | (217 244) |
| Provisions pour dépréciation des fonds à capital risque | 7.1 | (1 053 362) | (682 545) | (921 535) |
| Provisions pour dépréciation des intérêts courus sur portage | | (91 344) | (91 344) | (91 344) |
| Total net | | 17 963 418 | 18 872 543 | 18 635 943 |

7.1. Portefeuille investissement :

Le portefeuille investissement net des provisions corrélatives totalise au 30 juin 2013 la somme de 17.612.282 DT. Il se détaille comme suit :

| PARTICIPATIONS | Nombre d'actions | valeur nominale | % part. | Montant brut | Provisions | Montant net |
|---|------------------|-----------------|---------|-------------------|--------------------|-------------------|
| PARTICIPATIONS DIRECTES : | | | | 4 309 811 | (500 133) | 3 809 679 |
| - ARAB TUNISIAN INVEST - SICAF | 20 000 | 5 | 1,73% | 166 055 | (35 398) | 130 657 |
| - SARI | 9 900 | 100 | 30,00% | 1 143 756 | (285 493) | 858 264 |
| - PHENICIA SEED FUND | - | - | - | 500 000 | (92 527) | 407 473 |
| - SENED SICAR | - | - | - | 50 000 | (50 000) | - |
| - UNIFACTOR | 340 000 | 5 | 11,33% | 1 700 000 | - | 1 700 000 |
| - SICAR INVEST | 30 000 | 10 | 3,75% | 300 000 | - | 300 000 |
| - SOCIETE L'IMMOBILIERE DE CARTHAGE | 4 500 | 100 | 6,25% | 450 000 | (36 715) | 413 285 |
| PARTICIPATIONS EN PORTAGE : | | | | 217 244 | (217 244) | - |
| - SOCIETE NOUR EL KANTAOUI | 1 518 | 100 | - | 151 800 | (151 800) | - |
| - SOCIETE DINDY | 16 000 | 10 | - | 65 444 | (65 444) | - |
| FONDS CONFIES EN GESTION POUR COMPTE : (*) | | | | 14 855 965 | (1 053 362) | 13 802 603 |
| - FG 1 SICAR INVEST | - | - | - | - | - | - |
| - FG 2 SICAR INVEST | - | - | - | 418 880 | - | 418 880 |
| - FG 3 SICAR INVEST | - | - | - | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| - FG 1 ATD SICAR | - | - | - | 154 315 | - | 154 315 |
| - FG 2 ATD SICAR | - | - | - | 832 770 | - | 832 770 |
| - FG 3 ATD SICAR | - | - | - | 1 400 000 | (210 000) | 1 190 000 |
| - FG 4 ATD SICAR | - | - | - | 2 500 000 | (525 220) | 1 974 780 |
| - FG 5 ATD SICAR | - | - | - | 4 100 000 | (318 141) | 3 781 859 |
| - FG 6 ATD SICAR | - | - | - | 3 450 000 | - | 3 450 000 |
| TOTAL EN DT | | | | 19 383 020 | (1 770 738) | 17 612 282 |

(*) Les emplois et les ressources des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte chez SICAR INVEST et ATD SICAR totalisent, au 30 juin 2013, la somme de 15.244.681 DT et se présentent comme suit :

| Année de libération: | SICAR INVEST | | | ATD SICAR | | | | | | Total au 30/06/2013 |
|--|---------------|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|
| | FG 1 2003 | FG 2 2008 | FG 3 2012 | FG 1 2003 | FG 2 2007 | FG 3 2008 | FG 4 2009 | FG 5 2010 | FG 6 2011 | |
| Emplois sur fonds à capital risque | | | | | | | | | | |
| Participations en rétrocession | - | 250 000 | 250 000 | - | 832 770 | 1 180 000 | 500 000 | 3 021 900 | 860 000 | 6 894 670 |
| Autres participations ciblées | - | - | - | - | - | - | 1 369 050 | - | - | 1 369 050 |
| Placements | - | 202 952 | 1 755 724 | 215 795 | - | 238 220 | 662 212 | 1 106 643 | 2 672 725 | 6 854 271 |
| Débiteurs divers | 37 580 | - | - | - | - | - | - | - | - | 37 580 |
| Impôts, retenus à la source | (1 858) | - | - | - | - | - | - | - | - | (1 858) |
| Disponibilités en Banques | - | 24 294 | 66 351 | 140 | - | 16 | 102 | 9 | 57 | 90 969 |
| Total des emplois | 35 721 | 477 245 | 2 072 075 | 215 934 | 832 770 | 1 418 236 | 2 531 364 | 4 128 553 | 3 532 782 | 15 244 681 |
| Ressources des fonds à capital risque | | | | | | | | | | |
| Dotations remboursables | - | 418 880 | 2 000 000 | 154 315 | 832 770 | 1 400 000 | 2 500 000 | 4 100 000 | 3 450 000 | 14 855 965 (a) |
| Excédents antérieurs en instance de virement | 35 721 | 11 751 | (21) | - | - | - | - | - | - | 47 451 (b) |
| Excédent de la période | - | 9 035 | 72 096 | 61 619 | (1) | 18 236 | 31 364 | 28 553 | 82 782 | 303 685 (c) |
| Créditeurs divers | - | 37 580 | - | - | - | - | - | - | - | 37 580 |
| Découverts bancaires | - | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| Total des ressources | 35 721 | 477 245 | 2 072 075 | 215 934 | 832 770 | 1 418 236 | 2 531 364 | 4 128 553 | 3 532 782 | 15 244 681 |

(a) = Fonds à capital risque confiés en gestion pour compte / (b) + (c) = Produits à recevoir sur fonds à capital risque

L'origine de l'excédent des produits sur les charges réalisé, par fonds, au titre de la période close le 30 juin 2013 se détaille comme suit :

| | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|----------|--------------|---------------|---------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| + Plus-values de rétrocession | - | 2 890 | - | 55 547 | - | 15 988 | - | - | - | 74 425 |
| + Produits nets des placements | - | 6 154 | 72 160 | 6 138 | - | 3 042 | 31 367 | 28 580 | 82 890 | 230 331 |
| + Dividendes | - | 7 453 | 65 925 | 6 175 | - | 2 961 | 30 283 | 28 934 | 89 900 | 231 630 |
| + Plus-values de cession | - | - | 6 235 | - | - | 81 | 1 084 | - | - | 7 400 |
| - Moins-values de cession | - | (1 298) | - | (37) | - | - | - | (354) | (7 010) | (8 699) |
| - Moins-values latentes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - Services bancaires & assimilés | - | (9) | (64) | (65) | (1) | (794) | (2) | (27) | (108) | (1 070) |
| Excédent de la période | - | 9 035 | 72 096 | 61 619 | (1) | 18 236 | 31 364 | 28 553 | 82 782 | 303 685 |

Note 8. Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles englobent exclusivement le coût d'acquisition des logiciels. Ils totalisent au 30 juin 2013 une valeur nette comptable de 93.839 DT contre 92.680 DT au 30 juin 2012. Le tableau des immobilisations incorporelles et des amortissements s'y rapportant se présente comme suit :

| Désignation | Taux d'amortissement | Valeurs brutes | | | | Amortissements | | | | Valeur comptable nette |
|---------------|----------------------|------------------|---------------|----------|----------------|------------------|-------------------------|----------|----------------|------------------------|
| | | Début de période | Acquisitions | Cessions | Fin de période | Début de période | Dotations de la période | Cessions | Fin de période | |
| Logiciels | 33,3% | 311 683 | 45 185 | - | 356 867 | 237 406 | 25 622 | - | 263 028 | 93 839 |
| TOTAUX | | 311 683 | 45 185 | - | 356 867 | 237 406 | 25 622 | - | 263 028 | 93 839 |

Note 9. Immobilisations corporelles :

Cette rubrique totalise au 30 juin 2013 une valeur nette comptable de 4.100.774 DT contre 4.271.268 DT au 30 juin 2012. Le tableau des immobilisations corporelles et des amortissements s'y rapportant se présente comme suit :

| Désignation | Taux d'amortissement | Valeurs brutes | | | | Amortissements | | | | Valeur comptable nette |
|--------------------------|----------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|-------------------------|----------------|------------------|------------------------|
| | | Début de période | Acquisitions | Cessions | Fin de période | Début de période | Dotations de la période | Cessions | Fin de période | |
| Terrains | - | 14 250 | - | - | 14 250 | - | - | - | - | 14 250 |
| Constructions | 2% & 5% | 4 209 271 | - | - | 4 209 271 | 857 349 | 45 820 | - | 903 168 | 3306 103 |
| Matériel de transport | 20,0% | 943 166 | 206 720 | 150 061 | 999 826 | 652 643 | 84 869 | 146 405 | 591 108 | 408 719 |
| Equipements de bureau | 10,0% | 408 840 | 8 396 | - | 417 236 | 337 347 | 6 285 | - | 343 632 | 73 604 |
| Matériel informatique | 33,3% | 512 893 | 16 475 | - | 529 368 | 424 732 | 44 075 | - | 468 807 | 60 561 |
| Installations générales | 10,0% | 686 130 | 1 750 | - | 687 880 | 451 131 | 23 764 | - | 474 895 | 212 985 |
| Immobilisations en cours | - | 3 000 | 21 552 | - | 24 552 | - | - | - | - | 24 552 |
| TOTAUX | | 6 777 551 | 254 893 | 150 061 | 6 882 384 | 2 723 202 | 204 813 | 146 405 | 2 781 610 | 4 100 774 |

Note 10. Autres actifs :

Cette rubrique totalise au 30 juin 2013 la somme de 8.369.288 DT contre 11.710.095 DT au 30 juin 2012 et se détaille comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|------------------|-------------------|------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Instrument de couverture | 3 137 126 | 3 991 441 | 3 474 664 |
| Prêts et avances au personnel | 1 006 006 | 665 014 | 876 991 |
| - Échéances à plus d'un an sur prêts | 817 959 | 546 197 | 768 297 |
| - Échéances à moins d'un an sur prêts | 188 475 | 119 128 | 109 123 |
| - Avances et acomptes | 4 426 | 4 115 | 4 426 |
| - Moins : provisions | (4 854) | (4 426) | (4 854) |
| Dépôts et cautionnements | 37 898 | 37 898 | 37 898 |
| Charges reportées | 818 125 | 887 567 | 832 546 |
| - Frais d'émission des emprunts 10.1 | 725 457 | 887 567 | 714 342 |
| - Frais d'augmentation de capital 10.2 | 92 668 | - | 118 204 |
| Etat, impôts et taxes (actif) : | 623 383 | 2 935 572 | 1 118 601 |
| - Report d'impôt sur les sociétés | - | - | - |
| - Report de TVA | 619 032 | 2 906 898 | 1 107 349 |
| - Avance TFP | 1 104 | 11 098 | - |
| - Retenues à la source | 39 125 | 29 498 | 47 130 |
| - Moins : provisions | (35 878) | (11 921) | (35 878) |
| Autres débiteurs : | 2 505 982 | 3 071 390 | 2 248 097 |
| - Avance aux fournisseurs | 1 414 274 | 2 086 073 | 1 468 255 |
| - Fonds de péréquation des changes | 1 091 708 | 985 317 | 779 843 |
| - Autres débiteurs divers | 65 877 | 138 868 | 162 761 |
| - Moins : provisions | (65 877) | (138 868) | (162 761) |
| Comptes de régularisation actifs : | 240 768 | 121 214 | 70 331 |
| - Produits à recevoir | 7 183 | 1 200 | 46 129 |
| - Charges constatées d'avance | 233 585 | 119 990 | 23 942 |
| - Compte d'attente à régulariser | - | 24 | 260 |
| Total | 8 369 288 | 11 710 095 | 8 659 129 |

10.1. Frais d'émission des emprunts :

Les frais d'émission des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus. Le tableau des mouvements des frais d'émission des emprunts se présente, au 30 juin 2013, comme suit :

| Désignation | Valeurs brutes | | | | Résorptions | | | | Valeur comptable nette |
|---|------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------------|
| | Début de période | Additions | Régul. | Fin de période | Début de période | Dotations de la période | Régul. | Fin de période | |
| Frais d'émission des obligations ATL 2006/1 | 197 000 | - | (197 000) | - | 193 330 | 3 670 | (197 000) | - | - |
| Frais d'émission des obligations ATL 2007/1 | 181 000 | - | (181 000) | - | 181 000 | - | (181 000) | - | - |
| Frais d'émission des obligations ATL 2008/1 | 176 000 | - | (176 000) | - | 170 728 | 5 272 | (176 000) | - | - |
| Frais d'émission des obligations ATL 2008/2 | 121 625 | - | - | 121 625 | 66 295 | 7 529 | - | 73 824 | 47 801 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2009/1 | 172 603 | - | - | 172 603 | 153 278 | 9 615 | - | 162 893 | 9 710 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2009/2 | 127 132 | - | - | 127 132 | 81 240 | 10 153 | - | 91 393 | 35 739 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2009/3 | 172 485 | - | - | 172 485 | 135 939 | 11 769 | - | 147 709 | 24 776 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2010/1 | 427 826 | - | - | 427 826 | 292 103 | 42 577 | - | 334 680 | 93 146 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2010/2 | 203 423 | - | - | 203 423 | 84 765 | 20 629 | - | 105 394 | 98 029 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2011/1 | 185 457 | - | - | 185 457 | 32 734 | 18 381 | - | 51 115 | 134 342 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2012/1 | 175 503 | - | - | 175 503 | 34 299 | 28 048 | - | 62 348 | 113 155 |
| Frais d'émission des obligations ATL 2013/1 | - | 175 390 | - | 175 390 | - | 6 631 | - | 6 631 | 168 759 |
| TOTAUX | 2 140 054 | 175 390 | (554 000) | 1 761 444 | 1 425 711 | 164 276 | (554 000) | 1 035 987 | 725 457 |

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des emprunts s'élevant à 164.276 DT figure parmi les charges financières.

10.2. Frais d'augmentation du capital :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--------------------------------|---------------|----------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| - Frais engagés (valeur brute) | 178 406 | - | 177 306 |
| - Moins : résorptions | (85 738) | - | (59 102) |
| Valeur nette comptable | 92 668 | - | 118 204 |

Note 11. Concours bancaires et Dettes rattachées :

Ce poste totalise au 30 juin 2013 la somme de 1.874.436 DT contre une somme nulle au 30 juin 2012 et se détaille comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|---------------------|------------------|----------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Banques, découverts | 1 874 436 | - | 1 761 852 |
| Total | 1 874 436 | - | 1 761 852 |

Note 12. Emprunts et dettes rattachées :

Les emprunts et dettes rattachées ont atteint 301.690.466 DT au 30 juin 2013 contre 306.219.543 DT au 30 juin 2012 se détaillant ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|---|------------------|------------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| + Valeur de remboursement des emprunts (1) | 294 804 | 298 735 | 291 245 |
| | 300 | 103 | 027 |
| Emprunts obligataires | 213 000 | 238 000 | 207 000 |
| | 000 | 000 | 000 |
| Emprunts bancaires | 61 828 504 | 41 000 000 | 68 443 271 |
| Emprunts extérieurs | 19 975 796 | 19 735 103 | 15 801 756 |
| + Intérêts post-comptés courus (2) | 6 849 896 | 7 128 067 | 5 904 577 |
| Intérêts courus sur emprunts obligataires | 6 145 134 | 6 747 306 | 5 108 509 |
| Intérêts courus sur emprunts bancaires | 529 040 | 266 246 | 706 705 |
| Intérêts courus sur emprunts extérieurs | 175 722 | 114 515 | 89 363 |
| + Contributions à payer au F.P.C (3) | 36 270 | 356 373 | 52 354 |
| Total général (1) + (2) + (3) | 301 690 | 306 219 | 297 201 |
| | 466 | 543 | 958 |

F.P.C : Fonds de Péréquation des Changes

L'analyse des emprunts, par maturité et par nature, se présente, comme suit au 30 juin 2013 :

| | Au 30 Juin 2013 | | | | | | Au 30 | Au 31 |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal (1) | Dettes rattachées (2) | Juin 2012 | Décembre 2012 |
| | | | | | | Total Général (1)+(2) | Total Général | Total Général |
| Dettes représentées par un titre | | | | | | | | |
| <i>- Dettes représentées par un titre dont l'échéance est inférieure à un an à l'émission</i> | | | | | | | | |
| Billets de trésorerie | - | - | - | - | - | - | - | - |
| <i>- Dettes représentées par un titre dont l'échéance est supérieure à un an à l'émission</i> | | | | | | | | |
| Emprunts obligataires à taux fixe | 10 323 800 | 16 733 000 | 93 010 600 | 17 920 000 | 137 987 400 | 3 162 909 | 141 150 309 | 152 887 956 |
| Emprunts obligataires à taux variable | 8 676 200 | 8 267 000 | 42 989 400 | 80 000 | 60 012 600 | 2 092 104 | 62 104 704 | 75 976 091 |
| Dettes subordonnées | | | | | | | | |
| <i>- Dettes subordonnées remboursables</i> | | | | | | | | |
| Emprunts obligataires à taux fixe | - | - | 11 200 000 | 2 800 000 | 14 000 000 | 840 384 | 14 840 384 | 14 840 765 |
| Emprunts obligataires à taux variable | - | - | 800 000 | 200 000 | 1 000 000 | 49 737 | 1 049 737 | 1 042 493 |
| Autres fonds empruntés | | | | | | | | |
| <i>- Emprunts contractés auprès d'établissements financiers étrangers</i> | | | | | | | | |
| Banque Européenne d'Investissement (BEI) | - | 7 108 107 | 4 867 690 | - | 11 975 796 | 100 782 | 12 076 578 | 20 205 992 |
| Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) | - | - | 2 857 143 | 5 142 857 | 8 000 000 | 111 210 | 8 111 210 | - |
| <i>- Emprunts contractés auprès d'établissements financiers tunisiens</i> | | | | | | | | |
| <i>Certificats de leasing</i> | | | | | | | | |
| AL BARAKA BANK | 25 000 000 | - | - | - | 25 000 000 | 261 961 | 25 261 961 | 8 571 318 |
| ZITOUNA BANK | 8 500 000 | - | - | - | 8 500 000 | 88 756 | 8 588 756 | - |
| <i>Crédits directs</i> | | | | | | | | |
| ATB | - | 1 000 000 | 5 000 000 | - | 6 000 000 | - | 6 000 000 | 9 000 000 |
| BNA | 500 000 | 1 500 000 | 4 500 000 | - | 6 500 000 | 67 131 | 6 567 131 | 8 577 638 |
| CITI BANK | 15 000 000 | - | - | - | 15 000 000 | 102 736 | 15 102 736 | 15 117 289 |
| <i>Autres concours</i> | | | | | | | | |
| AL BARAKA BANK | - | 239 305 | 589 199 | - | 828 504 | 8 456 | 836 960 | - |
| Total | 68 000 000 | 34 847 412 | 165 814 031 | 26 142 857 | 294 804 300 | 6 886 166 | 301 690 466 | 306 219 543 |
| | | | | | | | | 297 201 958 |

Note 13. Dettes envers la clientèle :

Les dettes envers la clientèle ont atteint 7.806.621 DT au 30 juin 2013 contre 9.647.720 DT au 30 juin 2012 se détaillant ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Avances et acomptes reçus des clients | 7 806 621 | 9 647 720 | 3 620 376 |
| Dépôt et cautionnement reçus | - | - | - |
| Total | 7 806 621 | 9 647 720 | 3 620 376 |

Note 14. Fournisseurs et comptes rattachés :

Les dettes envers les fournisseurs totalisent 33.389.508 DT au 30 juin 2013 contre 24.559.799 DT au 30 juin 2012 se détaillant ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|-------------------|-------------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| <i>Fournisseurs de biens</i> | 32 770 384 | 23 985 309 | 26 485 947 |
| Fournisseurs, factures parvenues | 6 158 417 | 1 290 487 | 5 167 933 |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 7 588 577 | 1 219 795 | 1 078 389 |
| Effets à payer | 19 023 390 | 21 475 026 | 20 239 625 |
| <i>Autres fournisseurs (2)</i> | 619 124 | 574 490 | 709 797 |
| Compagnies d'assurance | 438 536 | 439 849 | 438 658 |
| Fournisseurs d'immobilisations propres | 23 561 | 23 561 | 23 561 |
| Divers fournisseurs | 157 027 | 111 080 | 247 578 |
| Total général (1) + (2) | 33 389 508 | 24 559 799 | 27 195 744 |

Note 15. Autres passifs :

Les autres passifs totalisent 2.372.408 DT au 30 juin 2013 contre 6.606.483 DT au 30 juin 2012 se détaillant ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|------------------|------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Provisions pour risques et charges : | 88 963 | 1 167 663 | 88 963 |
| - Provision pour risque fiscal et social | 88 963 | 1 167 663 | 88 963 |
| - Provision affaires en contentieux | - | - | - |
| Etat impôts et taxes : | 825 432 | 600 110 | 1 368 540 |
| - Impôt sur les sociétés à payer 15.1 | 445 378 | 51 223 | 930 053 |
| - Autres impôts et taxes | 380 054 | 548 887 | 438 487 |
| Personnel : | 651 805 | 575 763 | 823 424 |
| - Bonus et primes de bilan à payer | 513 477 | 456 870 | 701 680 |
| - Congés à payer | 138 328 | 118 894 | 121 744 |
| Créditeurs divers | 2 810 | 3 401 670 | 2 194 |
| - Actionnaires, dividendes à payer | 18 | 3 400 011 | 11 |
| - Autres créditeurs divers | 2 792 | 1 660 | 2 184 |
| Organismes de sécurité sociale | 246 928 | 188 208 | 190 183 |
| Autres charges à payer | 519 597 | 624 761 | 652 170 |
| Comptes de régularisation passifs : | 36 874 | 48 307 | 52 192 |
| - Produits constatés d'avance | 10 129 | 19 873 | 19 873 |
| - Comptes d'attente à régulariser | 26 745 | 28 435 | 32 320 |
| Total | 2 372 408 | 6 606 483 | 3 177 667 |

15.1. Etat, impôt sur les sociétés à payer (ou report d'I.S) :

Ce poste peut être détaillé comme suit:

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|----------------|---------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| + Impôt sur les sociétés dû | 1 123 159 | 448 530 | 2 068 850 |
| - Acomptes provisionnels | (671 052) | (388 676) | (1 135 924) |
| - Retenues à la source opérées par les tiers | (6 729) | (8 631) | (2 874) |
| Dette (report) d'impôt exigible | 445 378 | 51 223 | 930 053 |

Note 16. Capitaux propres :

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Capital social | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Prime d'émission | 17 000 000 | 5 000 000 | 17 000 000 |
| Réserve légale (A) | 1 950 035 | 1 700 000 | 1 700 000 |
| Réserve pour réinvestissements exonérés | 18 864 632 | 18 364 632 | 18 364 632 |
| Fonds pour risque généraux | - | 2 200 000 | 200 000 |
| Réserves pour fonds social (B) | 1 282 474 | 1 132 474 | 1 132 474 |
| Résultats reportés | 700 660 | 192 934 | 192 934 |
| <i>Capitaux propres avant résultat de l'exercice</i> | <i>64 797 800</i> | <i>45 590 040</i> | <i>63 590 040</i> |
| Résultat de la période (1) | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Total des capitaux propres avant affectation (D) | 67 594 278 | 48 196 328 | 68 197 800 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (2) | 25 000 000 | 19 000 000 | 19 250 000 |
| Résultat de base par action de valeur nominale de 1 DT (1) / (2) (C) | 0,112 | 0,137 (*) | 0,239 |

(A) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat net, majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, à la réserve légale.

(B) Le fonds social est constitué par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé pour accorder des prêts au personnel.

(C) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables [Cf. la note 3 (c-12)].

(*) Au niveau des états financiers intermédiaires publiés au titre de la période close le 30 juin 2012, le résultat par action, à cette date, a été décompté par référence à un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation égal à 17.000.000. L'attribution gratuite de 2.000.000 actions nouvelles intervenue au cours du mois de décembre 2012, donne lieu à un ajustement du nombre d'actions ordinaires en circulation comme si l'événement s'était produit au 1^{er} janvier 2012 [Cf. la note 3 (c-12)]. En conséquence, et à des fins comparatives, le résultat par action au 30 juin 2012 a été retraité, et a été calculé par référence à un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté, soit 19.000.000.

(D) Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

| | Capital social | Prime d'émission | Réserve légale | Réserve pour R.E (*) | Réserve pour risques généraux | Réserves pour fonds social | Résultats reportés | Résultat de la période | Total |
|---|-------------------|-------------------|------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Soldes au 31 Décembre 2011 | 17 000 000 | 5 000 000 | 1 700 000 | 16 364 632 | 4 200 000 | 1 132 474 | 131 215 | 3 461 719 | 48 990 040 |
| Réaffectation de réserves en résultats reportés | | | | | (2 000 000) | | 2 000 000 | | - |
| Affectation du résultat de l'exercice 2011 | | | | 2 000 000 | | | (1 938 281) | (61 719) | - |
| Dividendes versés sur le bénéfice de 2011 | | | | | | | | (3 400 000) | (3 400 000) |
| Résultat net premier semestre 2012 | | | | | | | | 2 606 288 | 2 606 288 |
| Soldes au 30 Juin 2012 | 17 000 000 | 5 000 000 | 1 700 000 | 18 364 632 | 2 200 000 | 1 132 474 | 192 934 | 2 606 288 | 48 196 328 |
| Augmentation de capital décidée par l'A.G.E du 30 juin 2012 | 8 000 000 | 12 000 000 | | | (2 000 000) | | | | 18 000 000 |
| Résultat net deuxième semestre 2012 | | | | | | | | 2 001 473 | 2 001 473 |
| Soldes au 31 Décembre 2012 | 25 000 000 | 17 000 000 | 1 700 000 | 18 364 632 | 200 000 | 1 132 474 | 192 934 | 4 607 761 | 68 197 800 |
| Réaffectation de réserves en résultats reportés | | | | | (200 000) | | 200 000 | | - |
| Affectation du résultat de l'exercice 2012 | | | 250 035 | 500 000 | | 150 000 | 307 726 | (1 207 761) | - |
| Dividendes versés sur le bénéfice de 2012 | | | | | | | | (3 400 000) | (3 400 000) |
| Résultat net premier semestre 2013 | | | | | | | | 2 796 478 | 2 796 478 |
| Soldes au 30 Juin 2013 | 25 000 000 | 17 000 000 | 1 950 035 | 18 864 632 | - | 1 282 474 | 700 660 | 2 796 478 | 67 594 278 |

(*) Réinvestissements exonérés

Note 17. Produits de leasing :

L'analyse des produits de leasing se présente ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| <i>Intérêts et revenus assimilés (1)</i> | 16 948 760 | 16 182 975 | 33 158 360 |
| Marges financières nettes de leasing (A) | 16 767 614 | 16 168 563 | 33 075 318 |
| Préloyers (B) | 27 409 | 37 125 | 71 165 |
| Intérêts de retard | 450 479 | 335 247 | 796 423 |
| Variation des produits réservés | (296 742) | (357 960) | (784 546) |
| <i>Autres produits sur opérations de leasing (2)</i> | 566 991 | 532 732 | 968 848 |
| Produits sur cessions anticipées de biens donnés en leasing | 252 331 | 290 384 | 496 531 |
| Récupération de frais de dossiers | 151 026 | 150 154 | 284 274 |
| Récupération de frais de rejet | 159 989 | 90 307 | 180 678 |
| Récupération de frais de télégramme | 3 644 | 1 887 | 7 365 |
| Total (1) + (2) | 17 515 751 | 16 715 707 | 34 127 209 |
| - Encours financiers des contrats actifs | | | |
| . Au début de la période | 361 048 | 333 688 | 333 688 |
| | 558 | 789 | 789 |
| . A la fin de la période | 374 865 | 347 922 | 361 048 |
| | 330 | 131 | 558 |
| . Moyenne (C) | 367 956 | 340 805 | 347 368 |
| | 944 | 460 | 673 |
| - Produits de la période (D) = (A) + (B) | 16 795 023 | 16 205 688 | 33 146 483 |
| - Taux moyen (D)/(C) | 9,13% | 9,51% | 9,54% |

Note 18. Charges financières nettes :

Les charges financières se détaillent comme suit :

| | | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|----------------|------------------|------------------|-------------------|
| | | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Charges financières des emprunts (1) | (A) | 8 826 182 | 8 036 677 | 16 588 295 |
| Intérêts sur emprunts obligataires | | 6 464 283 | 6 112 364 | 12 248 818 |
| Intérêts sur crédits bancaires | | 737 779 | 741 042 | 1 694 935 |
| Intérêts sur emprunts extérieurs | | 335 922 | 366 346 | 662 609 |
| Contributions au F.P.C | | 169 887 | 272 842 | 494 737 |
| Intérêts sur certificats de leasing | | 900 414 | 364 169 | 987 212 |
| Intérêts sur billets de trésorerie | | 30 193 | 11 957 | 156 244 |
| Commissions sur émission d'emprunts | | 23 428 | - | 2 558 |
| Résorptions des frais d'émission des emprunts | | 164 276 | 167 958 | 341 182 |
| Autres charges financières nettes (2) | | (56 800) | (72 115) | (23 647) |
| Intérêts sur comptes courants | | (47 781) | (58 951) | (3 335) |
| Autres produits financiers | | (9 018) | (13 164) | (20 313) |
| Relation de couverture (3) | | - | - | - |
| Gains et pertes nets de change sur actualisation des emprunts extérieurs | | (337 538) | (39 650) | (556 427) |
| Gains et pertes nets sur instruments de couverture | | 337 538 | 39 650 | 556 427 |
| Total (1) + (2) + (3) | | 8 769 383 | 7 964 563 | 16 564 648 |
| - Encours des emprunts | | | | |
| . Au début de la période | | 291 245 028 | 305 434 577 | 305 434 577 |
| . A la fin de la période | | 294 804 300 | 298 735 103 | 291 245 028 |
| . Moyenne | (B) | 293 024 664 | 302 084 840 | 298 339 803 |
| - Taux moyen | (A)/(B) | 6,02% | 5,32% | 5,56% |

F.P.C : Fonds de Péréquation des Changes

Note 19. Produits des placements :

Les produits des placements se détaillent comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|----------------|----------------|------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Revenus des placements à court terme (1) | 15 205 | 8 722 | 8 722 |
| Revenus des pensions à terme | 15 205 | 8 722 | 8 722 |
| Revenus des placements à long terme (2) | 325 685 | 95 661 | 353 255 |
| Dividendes | 12 000 | 12 000 | 12 000 |
| Intérêts sur portages directs | - | 2 479 | 2 479 |
| Revenus nets des fonds gérés (Cf. note 7.1) | 303 685 | 54 010 | 304 604 |
| Jetons de présence | 10 000 | 10 000 | 17 000 |
| Revenus de placements liés à une modification comptable | - | 17 172 | 17 172 |
| Total (1) + (2) | 340 890 | 104 383 | 361 977 |

Note 20. Autres produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation se détaillent comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|----------------|----------------|------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Produits locatifs des contrats de location simple | 61 834 | 59 052 | 120 498 |
| Intérêts sur prêts au personnel | 14 646 | 64 980 | 26 869 |
| Subventions d'exploitation (Avance TFP) | 34 033 | 31 359 | 30 112 |
| Ristournes sur contrats d'assurance | 4 553 | 2 679 | 111 906 |
| Remboursement de sinistres sur immobilisations propres | - | 3 634 | 4 601 |
| Total | 115 066 | 161 704 | 293 987 |

Note 21. Charges de personnel :

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Avantages à court terme (1) | 1 736 822 | 1 548 491 | 3 418 809 |
| Salaires et compléments de salaires | 1 176 946 | 973 070 | 2 184 583 |
| Bonus et prime de bilan (*) | 234 079 | 336 044 | 732 277 |
| Autres charges de personnel | 173 627 | 125 527 | 265 006 |
| Cotisations aux régimes de base de sécurité sociale (**) | 144 311 | 107 969 | 224 704 |
| Cotisations au régime de réparation des accidents de travail | 7 860 | 5 881 | 12 239 |
| Avantages postérieurs à l'emploi (2) | 249 714 | 215 806 | 393 697 |
| Cotisations patronales au régime de retraite de base | 116 172 | 86 917 | 180 889 |
| Cotisations patronales au régime de retraite complémentaire | 40 643 | 24 249 | 50 547 |
| Primes d'assurance-Complément retraite | 78 579 | 83 160 | 133 620 |
| Primes d'assurance-Indemnité de départ à la retraite | 14 320 | 21 480 | 28 640 |
| Total (1) + (2) | 1 986 536 | 1 764 297 | 3 812 506 |

(*) Dont 104.500 DT de charge encourue au cours du premier semestre au titre du bonus 2013 à servir en 2014. Ledit bonus a été estimé à 50% de celui servi au titre de l'exercice 2012.

(**) Prestations familiales, assurances sociales et assurance maladie.

Note 22. Autres charges d'exploitation :

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| | 2 013 | 2 012 | décembre 2012 |
| Honoraires et autres rémunérations | 255 450 | 245 193 | 495 541 |
| Achats d'exploitation (carburants, traites, etc.) | 114 066 | 178 453 | 326 977 |
| Impôts et taxes | 131 222 | 150 687 | 303 689 |
| Publicité, publications et relations publiques | 100 316 | 41 694 | 82 535 |
| Frais postaux et de télécommunication | 110 646 | 141 329 | 277 883 |
| Services bancaires et assimilés | 244 848 | 219 714 | 500 583 |
| Frais d'entretien, nettoyage et gardiennage | 32 544 | 36 929 | 76 375 |
| Cotisations APB | 12 200 | 15 078 | 26 470 |
| Loyers et charges locatives | 15 676 | 15 260 | 25 970 |
| Frais de gestion des valeurs mobilières | 52 904 | 37 436 | 53 311 |
| Autres charges d'exploitation | 81 030 | 80 606 | 162 211 |
| Total | 1 150 902 | 1 162 379 | 2 331 545 |

Note 23. Dotations aux amortissements des immobilisations propres :

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements se détaillent ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|----------------|----------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles | 25 622 | 21 617 | 47 627 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 204 813 | 219 762 | 438 859 |
| Dotations aux résorptions des frais d'augmentation de capital | 26 636 | - | 59 102 |
| Total | 257 072 | 241 379 | 545 587 |

Note 24. Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées :

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions et le résultat des créances radiées se détaillent ainsi :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|---|------------------|------------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Coût du risque (1) | 1 694 633 | 2 378 172 | 5 315 474 |
| + Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle | 6 497 540 | 6 368 025 | 10 220 612 |
| - Reprises de provisions pour risques sur la clientèle | (4 802 907) | (3 989 853) | (4 905 138) |
| Variation des provisions pour dépréciation des autres actifs (2) | (96 884) | (1 034) | 67 693 |
| + Dotations | - | - | 69 363 |
| - Reprises | (96 884) | (1 034) | (1 670) |
| Variation des provisions pour risques et charges (3) | - | (3 953) | (1 082 653) |
| + Dotations | - | - | - |
| - Reprises | - | (3 953) | (1 082 653) |
| Total (1) + (2) + (3) | 1 597 749 | 2 373 185 | 4 300 513 |

Note 25. Dotations aux provisions pour dépréciation des titres :

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres se détaillent ainsi:

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--------------|----------------|---------------|---------------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| + Dotations | 131 827 | 55 000 | 419 874 |
| - Reprises | - | (27 739) | - |
| Total | 131 827 | 27 261 | 419 874 |

Note 26. Impôt sur les bénéfices :

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|--|------------------|----------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| Charge courante d'impôt sur les bénéfices | 1 123 159 | 843 008 | 2 068 850 |
| Impôt sur les bénéfices lié à une modification comptable (*) | 175 000 | - | - |
| Total | 1 298 159 | 843 008 | 2 068 850 |

(*) La charge courante d'impôt sur les bénéfices de l'exercice clos le 31 décembre 2012 a été déterminée compte tenu de la décision de réinvestir en franchise d'impôt une quote-part des bénéfices égale à 500.000 DT dans un fonds d'amorçage. La non libération de cette somme avant la date de dépôt de la déclaration définitive d'impôt sur les sociétés (IS) au titre de l'exercice 2012, a donné lieu, en juin 2013, au paiement d'un supplément d'IS de 175.000 DT.

Note 27. Trésorerie :

Le détail des composantes de la trésorerie de la société se présente, au début et à la clôture de la période close le 30 juin 2013, comme suit :

| | Au 30 Juin | | Au 31 décembre 2012 |
|------------------------|------------------|------------------|---------------------|
| | 2 013 | 2 012 | |
| + Avoirs en banques | 5 224 810 | 9 313 595 | 7 266 321 |
| - Découverts bancaires | (1 874 436) | - | (1 761 852) |
| + Avoirs en caisse | 52 749 | 43 080 | 16 467 |
| Total | 3 403 124 | 9 356 674 | 5 520 937 |

4.2.6. Avis des commissaires aux comptes sur la situation intermédiaire arrêtée au 30 juin 2013



LA GÉNÉRALE
D'AUDIT & CONSEIL



Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre
des experts comptables de Tunisie
Membre de CPA International

9, Place Ibn Hafis - Mutuelleville
Tél : 71 288 259 / Fax: 71 289 827
E-mail: chiheb.gac@gnet.tn

Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie

22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2087 Ariana

Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215
E-mail: neji.fac@planet.tn

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2013

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE L'ARAB TUNISIAN LEASE (ATL)**

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL), comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan au 30 juin 2013, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et par conséquent, il ne nous permet pas d'obtenir une assurance que nous nous rendons compte d'éléments significatifs qui pourraient être relevés par un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints de l'Arab Tunisian Lease (ATL) arrêtés au 30 juin 2013, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Tunis, le 29 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

G.A.C - CPA International

F.A.C

Chiheb GHANMI

Mohamed Neji HERGLI



4.3. Engagements financiers au 30/06/2013

| I- ENGAGEMENTS FINANCIERS | | | | | | |
|--|------------------------|--|------------|-------------------|-------------------|------------|
| Type d'encouragements | Valeur totale | Tiers | Dirigeants | Entreprises liées | Associés | Provisions |
| | (en dinars) | | | | | |
| 1- Engagements donnés | | | | | | |
| a) garanties personnelles | | | | | | |
| * Cautionnement | | | | | | |
| * Aval | | | | | | |
| * Autres garanties | 13 513 417 | Clients | | | | |
| b) Garanties réelles | | | | | | |
| * Hypothèques | | | | | | |
| * Nantissements (effets) | 15 000 000 | Banque | | | | |
| c) Effets escomptés et non échus | | | | | | |
| d) Créances à l'exportation mobilisés | | | | | | |
| e) Abandon de créances | | | | | | |
| f) Intérêts à échoir | | | | | | |
| Total | 28 513 417 | | | | | |
| 2- Engagements reçus | | | | | | |
| a) garanties personnelles | | | | | | |
| * Cautionnement | | | | | | |
| * Aval | | | | | | |
| * Autres garanties (dépôts affectés) | 0 | Clients | | | | |
| b) Garanties réelles | | | | | | |
| * Hypothèques | 10 686 841 | Clients | | | | |
| * Nantissements (effets) | | | | | | |
| c) Effets escomptés et non échus | | | | | | |
| d) Créances à l'exportation mobilisés | | | | | | |
| e) Abandon de créances | | | | | | |
| f) Engagements reçus de la clientèle | 57 717 936 | Clients | | | | |
| Total | 68 404 777 | | | | | |
| 2- Engagements réciproques | | | | | | |
| * Emprunts obtenus non encore encaissés | | | | | | |
| * Crédit consenti non encore versé | 6 000 378 | Clients | | | | |
| * Opération de portage | 217 244 | Investisseurs | | | | |
| * Crédit documentaire | | | | | | |
| * Commande d'immobilisation | | | | | | |
| * Commande de longue durée | | | | | | |
| * Contrats avec le personnel prévoyant des supérieurs à ceux prévus par la convention collective | | | | | | |
| * Etc | | | | | | |
| Total | 6 217 622 | | | | | |
| II- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES | | | | | | |
| Postes concernés | Montant garanti | Valeur comptable des biens donnés en garantie | | | Provisions | |
| * Emprunts obligataires | | | | | | |
| * Emprunts d'investissement | | | | | | |
| * Emprunts courants de gestion | | | | | | |
| * Autres | | | | | | |

4.4. Encours des emprunts émis par l'ATL

| | MONTANTS AU 30 JUIN 2013 | | | | | Montant au 31 décembre 2012 |
|--|--------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------------------|
| | Emprunts courants | | | Emprunts non courants | Total Général | |
| | Principal | Intérêts courus | Total | | | |
| Emprunts obligataires | 44 000 000 | 6 145 134 | 50 145 134 | 169 000 000 | 219 145 134 | 212 108 509 |
| Emprunts auprès d'établissements financiers étrangers (crédits directs) : | 7 108 107 | 211 992 | 7 320 099 | 12 867 690 | 20 187 789 | 15 943 473 |
| - Crédit direct-BEI | 7 108 107 | 100 782 | 7 208 889 | 4 867 690 | 12 076 579 | 15 943 473 |
| - Crédit rétrocédé par l'Etat- EXIMBANK | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| - Crédit rétrocédé par l'Etat- BIRD | | 111 210 | 111 210 | 8 000 000 | 8 111 210 | |
| Emprunts auprès d'établissements financiers tunisiens : | 51 739 305 | 529 040 | 52 268 345 | 10 089 199 | 62 357 544 | 69 149 976 |
| - CITI BANK | 15 000 000 | 102 736 | 15 102 736 | 0 | 15 102 736 | 20 173 000 |
| - Certificat de leasing | 33 500 000 | 350 717 | 33 850 717 | 0 | 33 850 717 | 28 250 436 |
| - ATB et BNA | 3 000 000 | 67 131 | 3 067 131 | 9 500 000 | 12 567 131 | 19 773 593 |
| EL BARAKA | 239 305 | 8 456 | 247 761 | 589 199 | 836 960 | 952 947 |
| Total des emprunts bancaires | 58 847 412 | 741 032 | 59 588 444 | 22 956 889 | 82 545 333 | 85 093 449 |
| Billets de trésorerie | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total en DT | 102 847 412 | 6 886 166 | 109 733 578 | 191 956 889 | 301 690 467 | 297 201 958 |

4.5. Structure des souscripteurs par catégorie à l'emprunt obligataire « ATL 2013/2 »

| | Nombre de souscripteurs | Nombre d'obligations | Montant en Dinars | | Pourcentage |
|---------------------|-------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| | | | Souscrit à TF | Souscrit à TV | |
| SICAV | 16 | 199 900 | 16 990 000 | 3 000 000 | 55,5% |
| FCP | 4 | 6 860 | 686 000 | | 1,9% |
| Assurances | 8 | 43 140 | 4 314 000 | | 12,0% |
| Banques | 3 | 85 000 | 1 500 000 | 7 000 000 | 23,6% |
| Caisses | 1 | 20 000 | 2 000 000 | | 5,6% |
| Personnes physiques | 3 | 5 100 | 510 000 | | 1,4% |
| Total | 35 | 360 000 | 26 000 000 | 10 000 000 | 100% |

4.6. Soldes intermédiaires de gestion au 30 juin 2013

| | Solde au 30-juin-13 | Solde au 30-juin-12 | Solde au 31-déc-12 |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| Revenus de leasing | 16 948 760 | 16 182 975 | 33 158 360 |
| Revenus nets de leasing | 16 948 760 | 16 182 975 | 33 158 360 |
| Intérêts de retard et autres produits d'exploitations | 682 057 | 694 436 | 1 262 835 |
| Variation des produits réservés | | | |
| Variation des intérêts de retard réservés | | | |
| Produits des placements | 340 890 | 104 383 | 361 977 |
| Charges financières nettes | -8 769 383 | -7 964 563 | -16 564 648 |
| MARGE COMMERCIALE (PNB) | 9 202 324 | 9 017 231 | 18 218 524 |
| Charges de personnel | -1 986 536 | -1 764 297 | -3 812 506 |
| Autres charges d'exploitation | -1 150 902 | -1 162 379 | -2 331 545 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 6 064 886 | 6 090 555 | 12 074 473 |
| Autres gains ordinaires | 69 028 | 2 894 | 150 691 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations propres | -257 072 | -241 379 | -545 587 |
| Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle et résultat de radiation des créances | -1 597 749 | -2 373 185 | -4 300 513 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres | -131 827 | -27 261 | -419 874 |
| Autres pertes ordinaires | -52 632 | -2 328 | -282 579 |
| Impôt sur les sociétés | -1 298 159 | -843 008 | -2 068 850 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |

4.7. Tableau de mouvement des capitaux propres au 30 juin 2013

| | Capital social | Prime d'émission | Réserve légale | Réserve pour R.E (*) | Réserve pour risques généraux | Réserves pour fonds social | Résultats reportés | Résultat de la période | Total |
|---|-------------------|-------------------|------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Soldes au 31 Décembre 2011 | 17 000 000 | 5 000 000 | 1 700 000 | 16 364 632 | 4 200 000 | 1 132 474 | 131 215 | 3 461 719 | 48 990 040 |
| Réaffectation de réserves en résultats reportés | | | | | (2 000 000) | | 2 000 000 | | - |
| Affectation du résultat de l'exercice 2011 | | | | 2 000 000 | | | (1 938 281) | (61 719) | - |
| Dividendes versés sur le bénéfice de 2011 | | | | | | | | (3 400 000) | (3 400 000) |
| Résultat net premier semestre 2012 | | | | | | | | 2 606 288 | 2 606 288 |
| Soldes au 30 Juin 2012 | 17 000 000 | 5 000 000 | 1 700 000 | 18 364 632 | 2 200 000 | 1 132 474 | 192 934 | 2 606 288 | 48 196 328 |
| Augmentation de capital décidée par l'A.G.E du 30 juin 2012 | 8 000 000 | 12 000 000 | | | (2 000 000) | | | | 18 000 000 |
| Résultat net deuxième semestre 2012 | | | | | | | | 2 001 473 | 2 001 473 |
| Soldes au 31 Décembre 2012 | 25 000 000 | 17 000 000 | 1 700 000 | 18 364 632 | 200 000 | 1 132 474 | 192 934 | 4 607 761 | 68 197 800 |
| Réaffectation de réserves en résultats reportés | | | | | (200 000) | | 200 000 | | - |
| Affectation du résultat de l'exercice 2012 | | | 250 035 | 500 000 | | 150 000 | 307 726 | (1 207 761) | - |
| Dividendes versés sur le bénéfice de 2012 | | | | | | | | (3 400 000) | (3 400 000) |
| Résultat net premier semestre 2013 | | | | | | | | 2 796 478 | 2 796 478 |
| Soldes au 30 Juin 2013 | 25 000 000 | 17 000 000 | 1 950 035 | 18 864 632 | - | 1 282 474 | 700 660 | 2 796 478 | 67 594 278 |

(*) Réinvestissements exonérés

4.8. Evolution des produits nets et du résultat d'exploitation au 30 juin 2013

(en Dinars)

| | 30-juin-13 | 30-juin-12 | 31-déc.-12 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| Produits nets de leasing | 9 087 259 | 8 855 527 | 17 924 538 |
| Capital social | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Nombre d'actions | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Résultat d'exploitation | 4 078 239 | 3 448 730 | 6 808 499 |
| Résultat d'exploitation par action | 0,163 | 0,203 | 0,272 |
| Revenus par action | 0,363 | 0,521 | 0,717 |

4.9. Evolution du bénéfice net au 30 juin 2013

| | 30-juin-13 | 30-juin-12 | 31-déc.-12 |
|---|------------|------------|------------|
| Bénéfice avant impôt (en Dinars) | 4 094 636 | 3 449 296 | 6 676 611 |
| Bénéfice net d'impôt (en Dinars) | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Capital social (en Dinars) | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Nombre d'actions | 25 000 000 | 17 000 000 | 25 000 000 |
| Bénéfice par action avant impôt (en Dinars) | 0,164 | 0,203 | 0,267 |
| Bénéfice par action net d'impôt (en Dinars) | 0,112 | 0,153 | 0,184 |
| Bénéfice avant impôt / Capital social | 16,4% | 20,3% | 26,7% |
| Bénéfice net d'impôt / Capital social | 11,2% | 15,3% | 18,4% |

4.10. Evolution de la marge brute d'autofinancement au 30 juin 2013

| Désignation | 30-juin-13 | 30-juin-12 | 31-déc.-12 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Bénéfice net | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Dotations aux amortissements et aux résorptions | 257 072 | 241 379 | 545 587 |
| Dotations aux provisions (créances radiées et dépréciation de titres) | 1 729 576 | 2 400 446 | 4 720 387 |
| Marge brute d'autofinancement | 4 783 126 | 5 248 113 | 9 873 735 |

4.11. Indicateurs de gestion et ratios au 30 juin 2013

| Désignation | 30-juin-13 | 30-juin-12 | 31-déc.-12 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| <u>Indicateurs de gestion (en dinars)</u> | | | |
| Résultat net de la période (1) | 2 796 478 | 2 606 288 | 4 607 761 |
| Créances sur la clientèle + Portefeuille titre net | 396 886 255 | 369 799 156 | 381 084 854 |
| Engagements (Clients bruts - Dettes envers la clientèle) (2) | 398 635 273 | 363 434 148 | 384 356 217 |
| Fonds propres (avant résultat net) (3) | 64 797 800 | 45 590 040 | 63 590 039 |
| Capitaux propres avant affectation | 67 594 278 | 48 196 328 | 68 197 800 |
| Créances sur la clientèle | 378 922 837 | 350 926 613 | 362 448 911 |
| Produits réservés (4) | 2 646 712 | 1 923 385 | 2 349 971 |
| Total provisions clients (5) | 24 872 344 | 20 231 870 | 23 177 711 |
| Emprunts et ressources spéciales (6) | 301 690 466 | 306 219 543 | 297 201 958 |
| Total bilan | 414 727 715 | 395 229 874 | 401 155 398 |
| Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing | 16 948 760 | 16 182 975 | 33 158 360 |
| Produits nets | 9 087 259 | 8 855 527 | 17 924 538 |
| Charges financières (7) | 8 769 383 | 7 964 563 | 16 564 648 |
| Charges de personnel | 1 986 536 | 1 764 297 | 3 812 506 |
| Dotations aux provisions nettes | 1 597 749 | 2 373 185 | 4 300 513 |
| Total charges d'exploitation | 5 124 086 | 5 568 501 | 11 410 025 |
| <u>Ratios propres aux sociétés de leasing</u> | | | |
| Fonds propres/Engagements (3)/(2) | 16,3% | 12,5% | 16,5% |
| Rentabilité des fonds propres (1)/(3) | 4,3% | 5,7% | 7,2% |
| Taux de créances classées * | 9,0% | 9,3% | 8,4% |
| Ratio de couverture des créances classées * | 68,4% | 64,4% | 69,8% |
| Créances classées / (Créances sur la clientèle + Portefeuille titre) | 9,0% | 8,1% | 8,4% |
| Ratio des fonds propres selon circulaire de la BCT n° 99-04 | - | - | 20,6% |
| <u>Ratios de structure</u> | | | |
| Total capitaux propres après résultat/Total bilan | 16,3% | 12,2% | 17,0% |
| Emprunts et ressources spéciales/Total bilan | 72,7% | 77,5% | 74,1% |
| Créances sur la clientèle /Total bilan | 91,4% | 88,8% | 90,4% |
| Emprunts et ressources spéciales + dettes envers la clientèle / Créances sur la clientèle | 81,7% | 90,0% | 83,0% |
| <u>Ratios de gestion</u> | | | |
| Charges de personnel/Produits nets | 21,9% | 19,9% | 21,3% |
| Produits nets/Capitaux propres après résultat | 13,4% | 18,4% | 26,3% |
| Coefficient d'exploitation (Total charges d'exploitation/Produits nets) | 56,4% | 62,9% | 63,7% |
| Dotations aux provisions nettes/Produits nets | 17,6% | 26,8% | 24,0% |
| <u>Ratios de rentabilité</u> | | | |
| ROE (Résultat net / Capitaux propres avant résultat) | 4,3% | 5,7% | 7,2% |
| ROA (Résultat net / Total Bilan) | 0,7% | 0,7% | 1,1% |
| Résultat net / Produits nets | 30,8% | 29,4% | 25,7% |
| Intérêts de leasing / Créances sur la clientèle | 4,5% | 4,6% | 9,1% |
| Produits nets / Total Bilan | 2,2% | 2,2% | 4,5% |

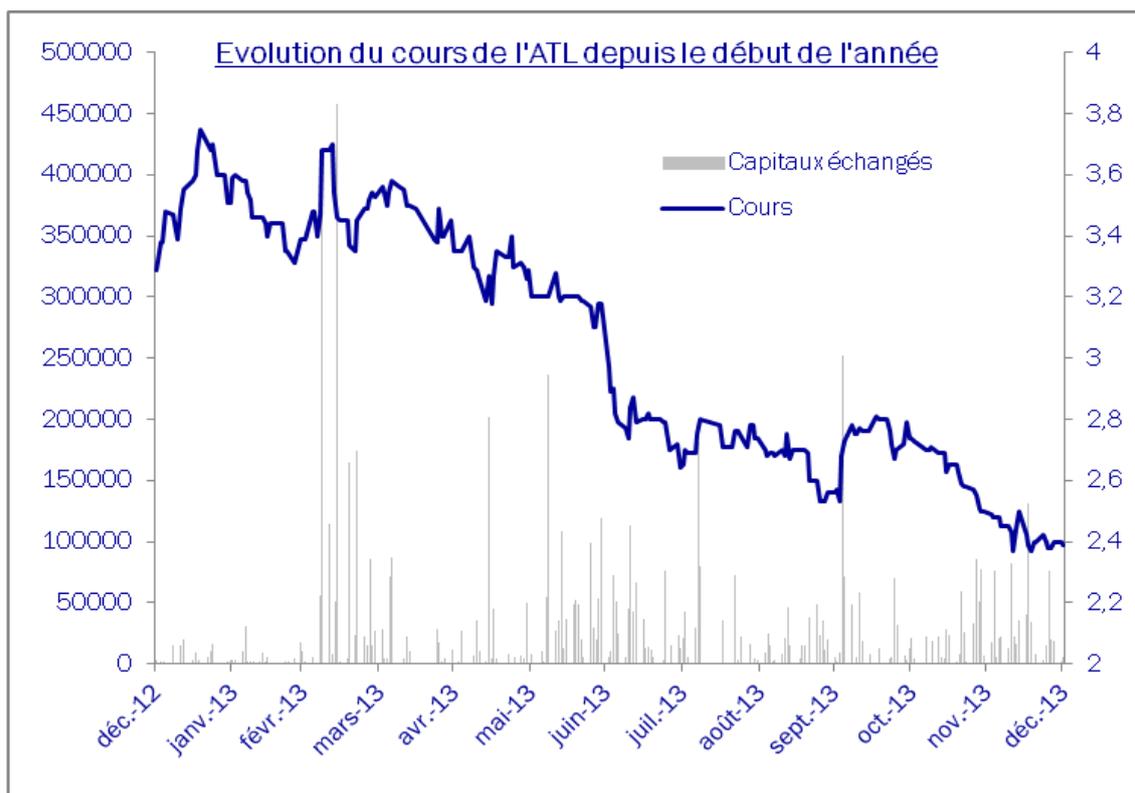
*Sur la base des données du système d'information (sans réajustement de l'encours financier)

4.12. Comportement boursier de l'action ATL

Durant l'année 2013, le cours de l'action ATL a perdu 21,3% par rapport à son cours de clôture de l'année 2012. Les facteurs moteurs de cette baisse ont été les événements extraordinaires qu'a vécu le pays, et qui ont engendré une baisse générale de l'activité du secteur.

En terme de volume, le titre a été peu dynamique à peine 6,9MD (une moyenne de 27,9mD par jour) ont été échangées durant cette période.

| | 2013 | 2012 | 2011 |
|--------------------------|------------|------------|------------|
| Nombre de titres admis | 25 000 000 | 25 000 000 | 17 000 000 |
| Cours fin de période | 2,390 | 3,29 | 5,49 |
| Capitalisation boursière | 59 750 000 | 82 250 000 | 93 330 000 |
| Nombre de titres traités | 2 334 620 | 1 053 624 | 4 233 911 |
| Rendement de la période | -21,28% | -23,50% | -3,89% |
| Cours plus haut | 3,790 | 5,62 | 6,1 |
| Cours plus bas | 2,370 | 3,22 | 4,39 |
| Taux de rotation | 9,34% | 4,21% | 24,91% |



Chapitre 5 : ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES

L'Arab Tunisian Lease atteste qu'aucune autre information nouvelle relative au présent chapitre n'est intervenue depuis la date d'enregistrement du Document de Référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le numéro N° 13-006.

Chapitre 6 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'Arab Tunisian Lease atteste qu'aucune autre information nouvelle relative au présent chapitre n'est intervenue depuis la date d'enregistrement du Document de Référence « ATL 2013 » enregistré par le CMF le 23/08/2013 sous le numéro N° 13-006.